RAPPORT

DE M. DROUYN DE LHUYS

ET

OPINIONS

DE M. LE CONTRE-AMIRAL

ROMAIN-DESFOSSÉS

ET

DE M. LE LIEUTENANT-COLONEL DU GÉNIE

COFFINIÈRES

SUR LA QUESTION DE LA PLATA

PARIS

IMPRIMERIE D'E. DUVERGER

RUE DE VERNEUIL, 6.

1851

RAPPORT

DE

M. DROUYN DE LHUYS

LU A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

ET PUBLIÉ

Dans le MONITEUR UNIVERSEL du 24 juillet 1848.

Votre comité des affaires étrangères a été saisi d'une réclamation qui appelle de nouveau l'attention du gouvernement sur la position de nos résidents au Rio de la Plata.

M. Benjamin Poucel, signataire de cette requête, avait formé, en 1838, au Rio de la Plata, avec le concours de capitaux francais, un vaste établissement rural. Fort de sa qualité d'étranger, neutre au milieu des démélés de la politique, il était resté dans l'intérieur du pays, uniquement occupé du soin de ses affaires. L'importance de cet établissement et la prudence extrême de ceux qui le dirigeaient leur avaient permis de vivre en paix dans cette solitude, malgré les horreurs de la guerre qui désolait le pays.

En 1845, au début des opérations coërcitives de l'escadre

anglo-française contre l'armée de Buenos-Ayres qui assiégeait Montevideo, les résidents français et anglais de la campagne furent arrachés violemment de leur domicile et emmenés comme otages sous bonne escorte au village central de Durasno où ils demeurèrent prisonniers pendant trois mois.

Après cette longue et cruelle captivité, M. Poucel obtint de retourner à Montevideo. En 1847, il revint en France et présenta une pétition à la Chambre des députés.

Interpellé sur ce sujet dans la séance du 5 février 1848, le ministre des affaires étrangères répondit que « des réclamations pressantes avaient été déjà adressées à cet égard par le gouvernement français. » Quoi qu'il en soit, aucune réparation n'a encore été accordée, et le pétitionnaire a été récemment informé de la ruine complète de son établissement.

Permettez-nous de vous rappeler à cette occasion quelle est l'importance des intérêts français au Rio de la Plata. Notre commerce, qui représentait, en 1830, une valeur de 10 à 12 millions, s'est élevé à 40 millions en 1842, et nos nationaux, dont le nombre était de 5,000 en 1830, ont atteint en 1842 le chiffre de 18,000.

Cette double progression dit assez à quel point nos rapports avec ce pays intéressent à la fois nos diverses industries, nòtre commerce et notre marine marchande.

Les résidents français se divisent en trois catégories : l'une établie à Buenos-Ayres, l'autre fixée dans Montevideo, et la troisième répandue dans la campagne.

Voici comment peuvent se classer ees diverses catégories :

Environ 4,000 âmes à Bucnos-Ayres, la plupart dans le commerce ;

10,000 âmes dans Montevideo, dont un dixième de capitalistes et de commerçants, et les neuf dixièmes d'artisans et d'ouvriers ;

Enfin, 4,000 âmes répandues dans la campagne de Montevideo, se composant de propriétaires ruraux, de commer-

çants et d'ouvriers. Total 18,000 Français établis sur les deux rives de la Plata.

Ils y possèdent des propriétés considérables que l'on peut évaluer de la manière suivante :

A Buenos-Ayres, sur la rive droite, près de 80 lieues carrées de terres occupées par 150,000 têtes de bétail de toute espèce, et 50 à 55 immeubles dans la ville.

A Montevideo, sur la rive gauche, plus de 120 lieues carrées de terres, où il existait, avant l'intervention anglo-française, environ 150,000 têtes de gros bétail, et 160,000 têtes de mérinos. Depuis l'intervention, cette richesse est presque anéantie. Les immeubles appartenant à des Français dans la ville de Môntevideo sont au nombre de 200 environ, et représentent une valeur d'au moins 4 millions de francs.

Ces renseignements statistiques prouvent que l'émigration française s'était portée à Montevideo plutôt qu'à Buenos-Ayres. Cette préférence s'explique par la situation de Montevideo, par les traditions locales qui éloignent les émigrés français de Buenos-Ayres et par la sympathie que leur inspire au contraire le régime politique qui a prévalu à Montevideo.

L'émigration française avait pris une telle extension qu'après avoir été de 4,751 âmes de 1836 à 1840, elle s'éleva, dans les seules années de 1841 et 1842, au chiffre énorme de 9,054 émigrants nouveaux.

L'esprit d'économie qui animait ces travailleurs était tel, que les anciens garantissaient le paiement du passage des nouveaux venus. De plus, beaucoup d'entre eux envoyaient annuellement des secours à leurs familles restées en France.

Ainsi, lorsque le siége commença, cette population devait encore à peu près la moitié du passage des années 1841 et 1842, c'est-à-dire une somme d'environ 1,800,000 francs, et les secours envoyés par eux à leurs familles en France montaient à plus de 100,000 francs.

On peut juger par ces détails de l'attrait de ce beau pays

pour les ouvriers français que le manque de travail dans leur patrie poussait vers une terre étrangère qui leur promettait le bien-être. Or, jamais la France n'a été plus intéressée qu'aujourd'hui à ce que cette promesse ne soit pas une imposture ; jamais elle n'a mieux senti le besoin d'encourager, par une protection efficace, ce laborieux pèlerinage de ses enfants, qui cessent ainsi de lui être à charge sans cesser de lui être fidèles.

C'est donc avec une sollicitude toute particulière que la République doit porter son attention sur les réclamations dont j'ai l'honneur de vous entretenir en ce moment.

Pour se rendre un compte exact des destinées des deux républiques de la Plata, il faut considérer leur situation géographique. Buenos-Ayres est situé sur la rive droite de la Plata, à 75 lieues de l'embouchure du fleuve, et Montevideo est sur la rive gauche, a 35 lieues de cette embouchure qui a 40 lieues de largeur. Le principal bras est dominé par Montevideo, et la navigation devient difficile en remontant vers Buenos-Ayres. Montevideo possède en outre un bon port, tandis que Buenos-Ayres n'a qu'une rade foraine. Ces dispositions assurent à Montevideo la prééminence sur Buenos-Ayres par rapport au commerce étranger. Or, les immenses territoires qui sont tributaires du Rio de la Plata embrassent une étendue d'environ 100,000 lieues carrées ; c'est là pour Montevideo un avantage qui excite la jalousie de Buenos-Ayres. La même cause a produit des luttes incessantes entre l'Espagne et le Portugal, entre la République Argentine et le Brésil, après leur commune émancipation de l'autorité des métropoles.

Chacun des États riverains voulait posséder à tout prix ce point si important du littoral atlantique, à cause du grand avenir qui lui est réservé, avenir que les deux rivaux avaient pressenti dès l'origine.

Montevideo fut érigé en État indépendant en 1828, par le

traité de paix qui suivit la guerre du Brésil contre Buenos-Ayres pour la possession de Montevideo.

En 1830, le général Rosas établit son pouvoir à Buenos-Ayres, et dès cette époque la lutte entre les deux rives a pris une forme nouvelle. Rosas, tout en proclamant son respect pour l'indépendance de l'Uruguay, n'a jamais cessé d'y fomenter des dissensions intestines pour arrêter le développement de la prospérité de cette république.

En 1838, il se concilia l'appui du général Oribe, alors président de Montevideo, et celui-ci se montra hostile aux Français pendant le blocus de Buenos-Ayres. Cette hostilité fut une des causes de l'abdication d'Oribe. En 1839, Rosas envoya une armée pour envahir Montevideo, sous le prétexte de rétablir dans la présidence le général Oribe, qu'il retenait cependant auprès de lui à Buenos-Ayres. Cette invasion avait réellement pour objet de tirer vengeance des bons procédés du nouveau gouvernement de Montevideo à l'égard des Français, d'inquiéter dans ses ravitaillements, qu'elle trouvait à Montevideo, l'escadre française qui bloquait Buenos-Ayres, pour obtenir le redressement de nos griefs; enfin de causer le plus de dommage possible à ce pays, rival de la République Argentine.

En 1840, le traité signé par M. de Mackau mit fin au blocus. Ce pacte accordait aux Français le traitement de la nation la plus favorisée, la dispense du service militaire, et, en cas d'avanies, le droit à une indemnité. En outre, il reconnaissait d'une manière absolue et complète l'indépendance de la République Orientale, que nous avions aidée par des subsides.

Rosas profita de la paix extérieure pour détruire ses ennemis au dedans. Il confia cette tâche au même général Oribe qui, après avoir guerroyé trois ans dans les provinces Argentines, demanda à marcher contre son propre pays. Rosas s'empressa d'accéder à ce vœu.

Tandis que Buenos-Ayres dépérissait, à Montevideo une ville nouvelle s'élevait à côté de l'ancienne cité. Un tel contraste

accusait le système de Rosas. Il résolut une seconde invasion sur le territoire Oriental, et le 17 février 1845 est la date néfaste de ce long siége de Montevideo qui dure encore.

Ici commence la série des fautes du gouvernement français dans cette déplorable affaire.

Dès le 16 décembre 1842, les ministres de la France et de la Grande-Bretagne à Buenos-Ayres avaient protesté collectivement contre l'invasion de la République Orientale par une armée argentine.

Dans l'attente des effets de cette protestation, trente mois s'écoulent pendant lesquels Montevideo reste abandonné à ses seules forces. La population française prend les armes avec l'autorisation du consulat pour repousser l'armée de siége. L'année suivante, le gouvernement français ordonne le désarmement. On vit alors un fait inouï : on vit des milliers de Français affronter, sur la terre étrangère, la perte de leur nationalité, parce qu'ils désespéraient d'obtenir de la France une protection digne et forte. La légion française se transforma en *garde nationale orientale*.

Une année s'était écoulée, lorsqu'apparut, en 1845, l'intervention anglo-française. On n'a pas oublié l'anarchie diplomatique qui signala cette négociation, les hésitations, les conflits, les contradictions qui l'entravèrent dans sa marche, et le sang français inutilement versé au combat d'*Obligado*.

Pour ajouter un embarras à toutes ces complications, le ministère français consentit à charger d'une mission confidentielle un agent britannique, M. Hood, connu dans la Plata par ses bonnes relations avec le général qui assiégeait Montevideo, à la tête d'une armée composée en grande partie de troupes argentines.

C'était une intervention dans l'intervention même. Au surplus, cette tentative n'eut pas un résultat plus heureux que les précédentes.

Enfin une nouvelle mission mixte fut envoyée en 1847.

M. Valeski et lord Howden échouèrent comme leurs devanciers. Lord Howden laissa son collègue de France sur la brèche et se retira inopinément. L'Angleterre, sans avoir atteint le but que les deux puissances s'étaient proposé, c'est-à-dire l'évacuation du territoire Oriental par les troupes argentines, leva le blocus de Buenos-Ayres, qui resta bloqué par l'escadre française seulement.

Au lieu d'accepter la position indépendante que son allié lui faisait par cette défection, le cabinet français négocia la rentrée du cabinet britannique dans l'action commune. Le 19 mars 1848, MM. Gros et Gore, nouveaux commissaires des deux gouvernements, débarquèrent à Montevideo.

Voici, en résumé, les instructions données à M. Gros, sous la date du 15 décembre dernier :

Dès leur arrivée dans la Plata, les deux commissaires adresseront au gouvernement de Buenos-Ayres, au général Oribe et au gouvernement de Montevideo une déclaration portant que la France et l'Angleterre n'ont pas cessé d'être animées du désir de rétablir par un commun accord l'ordre et la paix sur la côte orientale de la Plata.

Ils inviteront ensuite le général Oribe à constater, par une déclaration officielle, les engagements qu'il a déjà pris plusieurs fois en ce qui touche une amnistie complète en faveur des indigènes, ainsi que la sécurité des personnes et des propriétés à l'égard des étrangers résidant à Montevideo, dans le cas où il entrerait dans la ville par la force ou autrement. Si Oribe repousse cette demande, ils lui déclareront que l'escadre anglaise se réunira de nouveau à l'escadre française pour intercepter toutes communications et tout commerce entre les parties du territoire Oriental occupées par son armée et les deux rives de la Plata.

En cas d'acceptation, ils inviteront le gouvernement de Montevideo à traiter avec Oribe, en lui offrant leurs bons offices, mais en l'avertissant que, s'il refuse, le blocus sera levé par

l'escadre française et la médiation considérée comme arrivée à son terme.

Si le gouvernement de Montevideo accepte, les commissaires offriront aux deux parties belligérantes l'arrangement suivant :

1° Le général Oribe renverra toutes les troupes argentines placées sous son commandement ;

2° Les étrangers organisés en bataillons seront licenciés et désarmés ;

3° Les deux opérations auront lieu simultanément ;

4° Les commandants des forces anglaises et françaises prêteront leur concours aux deux opérations. Le blocus ne sera levé par l'escadre française que lorsqu'elles seront terminées.

Si l'une des deux parties refusait de se prêter à cet arrangement, ce refus serait considéré comme une rétractation du consentement donné par elle à l'invitation qu'elle a reçue, et les commissaires agiraient en conséquence.

Suivent les dispositions relatives aux transports des troupes argentines et la restitution au gouvernement argentin des bâtiments de l'escadre buenos-ayrienne qui ont été capturés par les amiraux.

Après l'acceptation ou le refus des deux parties ou de l'une d'elles, les commissaires adresseront, en se retirant, au gouvernement de Buenos-Ayres, et sans lui demander de réponse, une déclaration séparée portant :

1° Que le gouvernement de Buenos-Ayres s'étant toujours présenté dans cette affaire comme auxiliaire d'Oribe, c'est à Oribe que les deux gouvernements ont dû s'adresser pour demander les garanties qui ont fait de tout temps le principal objet de la médiation ;

2° Qu'un autre objet de la médiation ayant été d'assurer le maintien de l'indépendance de la République de Montevideo, les deux gouvernements croient de leur devoir de signifier au gouvernement de Buenos-Ayres qu'ils le regardent comme engagé à respecter cette indépendance par plusieurs textes for-

mels, notamment par la convention du mois d'août 1828 et par l'art. 4 de la convention du 29 octobre 1840.

Du reste, si sur les lieux mêmes quelques parties de ce plan paraissaient devoir subir des modifications, les deux gouvernements laissaient à leurs agents une complète liberté quant à l'emploi des moyens, à la seule condition qu'ils obtiendraient en définitive l'amnistie, la sécurité des résidents, le départ effectif des troupes argentines et le désarmement des étrangers.

On ajoutait même que, dans aucun cas, l'escadre anglaise ne rétablirait le blocus de Buenos-Ayres, que ce blocus est en effet d'une exécution très-difficile et à peu près impossible; qu'il a provoqué des protestations de la part des neutres, notamment des Américains et en dernier lieu du Brésil; qu'il a d'ailleurs cessé depuis longtemps d'être effectif, et n'a plus été qu'un moyen détourné de venir au secours de Montevideo, en forçant les marchandises importées dans la Plata à payer un tribut à la douane; que la France sera donc dans la nécessité de lever elle-même, quoi qu'il en arrive, le blocus de Buenos-Ayres. On laissait au surplus à M. Gros le jugement de l'opportunité du moment où il serait plus convenable de le lever, le maintien du blocus pouvant être un moyen de négociation et d'influence sur Oribe, sa levée pouvant être d'un autre côté un moyen décisif d'agir sur le gouvernement de Montevideo pour le contraindre à céder.

Des instructions furent adressées en même temps à M. Devoize, consul général et chargé d'affaires de France à Montevideo, pour qu'il secondât l'action des commissaires.

Si, en dernière analyse, il paraissait à M. Devoize que la reconnaissance d'Oribe, comme président légal de la République Orientale de l'Uraguay, pût mettre un terme aux hostilités, il était autorisé à conseiller cette reconnaissance, et s'efforcer de la faire agréer des chefs des légions. M. Gore a

dû recevoir de lord Palmerston des instructions conçues dans le même esprit.

Arrêtons-nous un instant pour faire ressortir la faiblesse de la politique qui donnait à nos agents de pareilles instructions.

Depuis plusieurs années, les plénipotentiaires français qui se succédaient, soit à Buenos-Ayres, soit à Montevideo, rejetaient comme mal fondée la prétention du général Oribe à la présidence de la République de l'Uruguay. Ils déclaraient que le succès d'une telle prétention constituerait une atteinte à l'indépendance de cet État. Au mois de décembre dernier, le cabinet change d'avis et enjoint à son agent de favoriser cette combinaison.

Au mois de juillet, l'Angleterre lève le blocus de Buenos-Ayres, et la France le maintient. Ce désaccord sur un point aussi capital détruit l'action commune.

Pour la rétablir, que fait le gouvernement français? Il cède à la cour de Londres et blâme comme un expédient peu loyal ce même blocus, qu'il a pratiqué pendant plusieurs années. Enfin il oublie, dans sa négociation nouvelle, les indemnités réclamées par nos nationaux et l'importante question de la navigation des fleuves.

C'est dans ces termes que le gouvernement de la République trouve engagée l'affaire de la Plata.

Munis des instructions dont nous venons de vous présenter l'analyse, les commissaires français et anglais ont débarqué le 19 mars à Montevideo. A la nouvelle de leur prochaine arrivée dans la Plata, Rosas avait convoqué la chambre des représentants pour lui adresser un message. Dans la séance du 14 mars, de violents discours avaient eté prononcés contre la France et l'Angleterre par les affidés du chef de la République Argentine.

« Les deux puissances doivent être convaincues, avait dit « un orateur, que ces questions, au point où elles les ont

« poussées, ne peuvent se résoudre par un moyen terme; il « faut qu'on nous accorde complète justice, ou bien qu'on « fasse la guerre. »

D'un autre côté, le général Oribe insistait pour être reconnu préalablement en qualité de président légal de la République de l'Uruguay. Il paraît que le gouvernement Oriental repoussait cette condition. Nous ignorons quels ont été l'attitude et le langage des envoyés de France et d'Angleterre.

Quelque regret que nous inspire la mauvaise direction donnée à la diplomatie française par le gouvernement déchu dans l'affaire de la Plata, et notamment la mollesse de ses dernières déterminations, nous n'entendons pas demander compte au ministère actuel des actes accomplis ou des engagements contractés par le commissaire français, en vertu d'instructions qui n'auraient pu être modifiées à temps depuis l'avènement de la République. Mais nous espérons que, dans ces contrées, la politique de la France, se montrant désormais plus conséquente et plus résolue, au lieu de flotter entre la paix et la guerre, entre les exigences officielles et les concessions confidentielles, entre la menace et la rétractation, marchera d'un pas ferme vers le triple but qu'elle doit se proposer : la protection de notre commerce, le redressement des griefs de nos concitoyens et le maintien de l'indépendance de la République de l'Uruguay garantie par les traités.

La réparation de ces griefs est nécessaire, sous peine de voir nos intérêts ruinés à jamais dans cette contrée. « Que les « intérêts européens, dit le pétitionnaire, aient eu à souffrir par « le fait de la guerre au Rio de la Plata, c'était inévitable, « comme dans tous pays en état de guerre; mais que des rési- « dents paisibles, qui avaient souffert en silence les malheurs « généraux de la guerre, aient été, par une mesure toute spé- « ciale et en dehors des événements de la guerre, arrachés à « leurs foyers, dépouillés de leurs biens et réduits en captivité.

« comme otages, c'est un fait qui n'est plus le résultat obligé
« ou inévitable de la guerre, et il est trop grave pour que les gou-
« vernements de ces victimes le laissent passer sans obtenir une
« juste réparation.... L'impunité serait un précédent que les
« habitants de ces contrées n'oublieront jamais, et ils en feront
« l'application à la simple instigation de leurs besoins ou de
« mauvais instincts, à moins qu'une réparation formelle, offerte
« et acceptée avec franchise et dignité, ne vienne impressionner
« l'esprit des habitants de la campagne en leur faisant connaître
« que l'atteinte portée aux droits de l'étranger paisible a été
« une énormité dictée par la violence et la rapidité des évé-
« nements politiques, mais qu'on se hâte de la réparer lorsque
« la crise est passée. »

Pénétré de ces considérations, votre comité a l'honneur de vous proposer le renvoi de la pétition à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Bastide, ministre, dit :

Je n'ai rien à ajouter aux conclusions du rapport, et j'accepte le renvoi.

OPINIONS

DE M. LE CONTRE-AMIRAL

ROMAIN-DESFOSSÉS

ET

DE M. LE LIEUTENANT-COLONEL DU GÉNIE

COFFINIÈRES

AVANT-PROPOS.

Nous avons entre les mains deux documents de la plus haute importante et qui sont de nature à porter la lumière de la vérité sur la question de la Plata.

Ces documents émanent de deux hommes considérables qui n'étaient liés par aucun antécédent, qui n'étaient point sous la pression de la hiérarchie maritime, et qui étaient dans les meilleures conditions d'impartialité et d'indépendance.

Enfin ces documents présentent ce caractère particulier et remarquable, de n'avoir pas été faits d'après une idée préconçue et dans le but d'influencer l'opinion dans tel ou tel sens. Ils expriment l'opinion précise et loyale de deux officiers qui n'avaient d'autre but que d'éclairer leur gouvernement.

Nous éprouvons un regret bien vif en livrant à la publicité des écrits qui étaient destinés à rester entre les mains des ministres. Nous supplions les auteurs de nous excuser; nous sommes poussés par l'amour de la patrie et encouragés par cette considération que la question de la Plata est pour la France une question nationale, et que déjà plusieurs officiers ont fait imprimer sans difficulté des mémoires sur cette affaire.

Paris, le 26 avril 1851.

J.-J. GALLARDO.

LETTRE

DE M. LE CONTRE-AMIRAL

ROMAIN-DESFOSSÉS

Paris, le 22 octobre 1849.

Monsieur le ministre,

Afin de me préparer à la mission dont vous m'avez fait l'honneur de m'entretenir vers la fin du mois dernier et conformément au désir que vous m'en avez exprimé, j'ai fait une étude sérieuse des divers documents qui m'ont été confiés, tant par votre département que par celui de la marine.

Je viens soumettre à votre appréciation l'impression qui m'est restée, je le ferai aussi brièvement que possible et surtout avec une sincérité que je regarde comme mon premier devoir envers vous.

La question de la Plata a été jusqu'à ce jour une longue mystification pour la France.

Rosas ne veut, ne peut vouloir traiter sérieusement à une condition autre que son triomphe absolu et définitif sur

Montevideo : l'histoire des huit dernières années le démontre jusqu'à l'évidence; il a convaincu son pays qu'il pouvait braver impunément les puissances de l'Europe, leurs droits, leurs principes; il est fatalement poussé à persévérer dans cette voie.

L'existence libre et indépendante de la République Orientale est cependant pour nous non-seulement une question d'honneur et de civilisation, mais une nécessité commerciale, maritime et surtout politique.

Si Montevideo succombe, si nous laissons passer cette terre quasi-française aux mains du dictateur argentin, celui-ci envahira bientôt la province du Rio-Grande, y proclamera la liberté des classes noires qui composent plus des trois quarts de la population brésilienne, et l'empire de Dom Pedro, allié fidèle et utile à la France, subira bientôt une déplorable transformation.

Le rêve chéri de Rosas sera dès lors réalisé, le prestige européen brisé, et le commerce français ruiné dans cette partie du monde.

Les races noires ont partout les mêmes instincts stupidement sanguinaires; une révolution de cette nature au Brésil donnerait au monde civilisé le spectacle d'une seconde édition de toutes les horreurs au milieu desquelles s'est accomplie celle de Saint-Domingue.

Dans ma conviction intime, cette catastrophe ne se fera pas attendre longemps, si la France ne se hâte d'agir avant que le découragement des ennemis de Rosas les pousse à subir la loi en désespoir de cause.

Les moyens d'exécution ne me paraissent pas présenter la complication qu'on s'est plu à leur attribuer; il n'imposerait d'ailleurs à notre trésor qu'un sacrifice momentané dont le remboursement par la République Orientale nous serait garanti.

Cette dépense excéderait-elle de beaucoup les 5 millions que nous coûte annuellement une intervention molle, qui n'est

ni la paix ni la guerre, et dont le résultat le plus clair jusqu'ici a été la ruine de nos intérêts et de notre considération dans ce pays?

Je pense, Monsieur le ministre, je suis profondément convaincu que toute nouvelle négociation échouera, si elle n'est appuyée d'une démonstration militaire qui témoigne d'une ferme résolution de maintenir, ainsi qu'on l'a promis, l'indépendance de la Bande-Orientale.

Il ne faut pas perdre de vue que le dictateur argentin n'a jamais fait une concession, que dans chacune des négociations auxquelles il a bien voulu se prêter, il a fait un pas en avant, la France et l'Angleterre une reculade. Il compte sur notre répugnance aux moyens extrêmes; on lui répète sans cesse : La France ne les veut pas; il y compte, et certes ce n'est pas au moment où sa vanité de *Gaucho* est gorgée par les récentes déterminations du gouvernement britannique, qu'il déviera vis-à-vis de nous d'une règle de conduite qui est la première condition morale de sa toute-puissance sur la rive droite de la Plata.

Négocier purement et simplement avec Rosas, en vue d'obtenir des modifications au dernier traité consenti par lui, me paraît impossible. Cette tentative de conciliation ne peut aboutir qu'à une nouvelle déception pour la France, à une humiliation pour le négociateur. Mieux vaudrait peut-être *s'abstenir*, abandonner la question, ou pour mieux dire la réserver pour des temps meilleurs, et se borner à en faire la déclaration au ministre Arana, *par notre Consul général à Montevideo*, en lui notifiant qu'en retirant son escadre des eaux de la Plata, la France y laisse ses nationaux sous la sauvegarde du droit des gens.

Mais, dans ce cas, Montevideo subit immédiatement le joug, et l'empire brésilien ne peut manquer de tomber dans un temps donné.

Tout me semble donc pousser inévitablement le gouverne-

ment français à une expédition militaire dans le Rio de la Plata, non pour faire la guerre à la République Argentine (car il importe au contraire de mettre Rosas malgré lui-même en dehors du conflit, s'il n'a consenti d'abord à le résoudre à notre satisfaction), mais pour dégager Montevideo, chasser du territoire oriental Oribe ainsi que les étrangers qui l'ont envahi, et y protéger non-seulement l'établissement d'un gouvernement libre, régulier, mais encore l'organisation en colonies militaires d'une population française déjà considérable et qui atteindrait avant deux ans un chiffre plus que suffisant pour que Rosas ne soit plus tenté de franchir les fleuves au-delà desquels nous aurions repoussé ses hordes indisciplinées.

Voici, Monsieur le ministre, comment je pense que l'on devrait entrer dans cette dernière voie (la seule qui nous soit honorablement ouverte désormais), tout en donnant à Rosas et à l'Europe un dernier gage de la longanimité de la politique française :

Embarquer sur les bâtiments de guerre de la nouvelle station 1,200 fantassins d'élite pris dans les chasseurs de Vincennes et l'infanterie de marine, 500 cavaliers démontés (le Brésil fournirait des chevaux dressés), deux batteries d'artillerie légère et un détachement de sapeurs du génie formant un total d'environ 1,900 hommes.

Le chef de l'expédition, en passant devant Montevideo, y déposerait les troupes expéditionnaires, et se rendrait près du dictateur Rosas pour lui notifier les résolutions du gouvernement français à l'égard de la République de Montevideo, ainsi que les bases sur lesquelles il entend rétablir la paix sur la rive gauche de la Plata. Je ne sais, Monsieur le ministre, quel accueil serait fait par Rosas à une démarche de cette nature ; mais si elle ne le ramenait au sentiment de son impuissance réelle, nous aurions sauvegardé Montevideo, relevé le courage des Orientaux, et sans nous occuper alors de Rosas,

sans recourir même contre lui à un blocus de ses ports, mesure qui n'est le plus souvent qu'un attentat légal, mais inutile aux droits des neutres, nos troupes, aidées des marins de l'escadre, pourraient déloger Oribe du *Cerrito*, l'éloigner de la ville dont ils assureraient l'approvisionnement, et, s'ils ne pouvaient faire plus (ce dont je ne suis pas convaincu), ils attendraient, pour purger entièrement le territoire oriental, l'arrivée de renforts.

Permettez-moi, Monsieur le ministre, de vous exprimer un vœu dans le cas probable où une augmentation de forces serait nécessaire.

Il existe à Paris plusieurs milliers d'hommes que la misère et les mauvaises passions qui en découlent rendent dangereux pour la société française; ces hommes, généralement doués d'intelligence et d'énergie, ne demandent au pays que les moyens d'aller vivre et travailler à Montevideo. Des propositions avantageuses leur ont été faites, et le nombre d'enrôlements consentis par eux, vis-à-vis d'agents du gouvernement oriental, s'élève déjà, dit-on, à près de 8,000.

Quatre mille *volontaires choisis* parmi eux, armés, habillés, commandés par de vieux militaires, transportés à Montevideo sur des bâtiments de l'État, seraient pour nos 1,900 soldats d'élite et pour nos marins un auxiliaire plus que suffisant pour atteindre, en peu de temps, le but primitif de notre expédition et le surpasser même; car je crois sincèrement qu'en agissant avec vigueur, l'expédition détacherait de la Confédération Argentine les provinces d'*Entre-Rios* et de *Corrientes*, et que nous verrions bientôt se former en présence des États Argentins, qui ont leur limite naturelle à la rive droite du *Parana*, une Confédération Orientale formée des républiques de l'Uruguay, d'Entre-Rios, de Corrientes et du Paraguay. Le Brésil serait couvert, la libre navigation des affluents de la Plata assurée, une immense question d'avenir résolue à l'honneur et au profit de la France.

Je m'abstiens, Monsieur le ministre, de donner un plus long développement à cet exposé fidèle, mais bien incomplet, de l'opinion que je me suis faite sur la question de la Plata, question hérissée de difficultés que la diplomatie la plus habile ne saurait aplanir, si l'épée de la France ne lui vient en aide.

En terminant cette lettre, je prends la liberté de vous exprimer encore un désir dont la réalisation me paraît encore importer beaucoup au succès et à la prompte solution de la mission, si elle m'est confiée : c'est qu'il me soit permis de revir, en toute hâte, rendre compte au gouvernement de la négociation avec le dictateur, des premières opérations à Montevideo, de la situation enfin des hommes et des choses dans ce pays.

Il me paraît superflu de faire ressortir ici tous les avantages et bénéfices de temps qui résulteraient de quelques communications verbales du chef de la mission avec vous pour la conclusion de cette grave affaire.

Veuillez agréer, Monsieur le ministre, etc., etc.

Le contre-amiral, représentant du peuple,

Signé : ROMAIN-DESFOSSÉS.

NOTES SUR LA PLATA

PAR

M. COFFINIÈRES

Lieutenant-Colonel du génie.

OBSERVATIONS.

Pour juger sainement la question de la Plata, il est indispensable d'étudier l'histoire de ce pays, en remontant jusqu'à l'époque de la domination espagnole, de suivre pas à pas les révolutions qui ont eu lieu, d'apprécier le caractère des hommes qui ont présidé à ces événements, d'observer les développements successifs de la République Argentine et de l'État Oriental de l'Uruguay, de rattacher à cette politique locale, déjà si compliquée, les actes et les tendances des États voisins et des puissances européennes ; de se rendre compte des négociations, des griefs et des intérêts particuliers de la France ; enfin il faut de tout cet ensemble tirer une conclusion rationnelle et pratique. On le voit, cette affaire est difficile et demande une sérieuse attention.

Sans avoir la prétention de traiter dans ces notes tous les

détails de la question (ce qui donnerait lieu à un travail long et fastidieux), nous avons la conscience de remplir un devoir important en jetant quelque jour sur les points principaux, et notamment sur ce qui touche à notre honneur et à nos intérêts.

Ces notes seront divisées en quatre paragraphes :

1° Résumé historique de la Confédération Argentine;
2° Résumé historique de l'État Oriental de l'Uruguay;
3° Politique de la France dans la Plata;
4° Des intérêts de la France dans la Plata.

§ I.

RÉSUMÉ HISTORIQUE

DE LA

CONFÉDÉRATION ARGENTINE[1]

L'Amérique du Sud, découverte depuis 342 ans par un navigateur nommé Solís, était devenue peu à peu une colonie importante.

(1) La République Argentine, ou plutôt le pays connu sous ce nom, se compose actuellement de quatorze provinces dont deux sur la rive gauche du Parana, savoir Entre-Rios et Corrientes, et douze sur la rive droite du fleuve, soit Buenos-Ayres, Santa-Fe, San-Luis, San-Juan, Mendosa, Cordova, Jujuy, Santyago, Catamareo, Tucuman, Salta et Rioja. Aucun lien bien régulier n'unit ces provinces qui ont chacune leur gouverneur; cependant elles sont en ce moment dominées par Rosas qui possède en outre le privilége de traiter les relations extérieures.

Le pays s'étend du 22e au 40e degré de latitude sud, et du 60e au 72e degré de longitude ouest; ses frontières sont l'Atlantique, la Patagonie, la Cordillière des Andes, le désert du Grand-Châco, l'Uruguay et la Plata. Le pays est plat, exposé à de grands vents nommés *Pamperos*, et à des sécheresses qui font périr les bestiaux; la superficie est d'environ 200,000 lieues carrées; sa population est d'environ 5 à 600,000 âmes, y compris 100,000 Français; il pourrait suffire aux besoins de 100 millions d'habitants.

Toutes les provinces de la Plata, y compris la Bande-Orientale, étaient organisées en vice-royauté espagnole.

Ces peuples végétaient lentement sous le joug de l'inquisition, lorsqu'après la rupture de la paix d'Amiens, en 1806, l'Angleterre, voyant se fermer tous les débouchés de son commerce et sous le prétexte que l'Espagne lui refusait l'entrée de ses ports, résolut d'entreprendre la conquête des provinces de la Plata.

Une division navale, commandée par Sir *Home Pophan*, pénétra dans le fleuve et débarqua le général *Beresford*, à la tête de 1,800 hommes, sur la pointe de Quilmès, à six lieues aval de Buenos-Ayres.

Le général anglais marcha résolûment sur la ville, et l'apparition imprévue de ses troupes produisit une panique si grande qu'on ne songea point à se défendre et que le vice-roi lui-même, marquis de Sobremonte, se réfugia à Cordova, ville de l'intérieur, à plus de cent lieues de la capitale.

Le 26 juin 1806, les Anglais prirent possession, sans coup férir, de la ville et du fort construit sur la rive du fleuve.

Revenus de leur première terreur, les Espagnols, honteux de leur défaite, comptèrent leurs ennemis, et, guidés par un officier français, M. de Liniers, ils rentrèrent dans la ville et forcèrent les Anglais à se réfugier dans la petite citadelle, qui est la seule fortification de la place; mais bientôt les feux plongeants, qui partaient de toutes les maisons environnantes, causèrent de tels dommages aux Anglais qu'ils furent forcés de capituler.

Le général *Beresford* fut conduit prisonnier à Cordova, le vice-roi Sobremonte fut déposé, et le peuple reconnaissant nomma à sa place son libérateur, M. de Liniers.

Ce grave échec ne découragea point l'Angleterre, qui s'empressa d'organiser une nouvelle expédition, dont le commandement fut confié au général *Whitelock*. On voulut alors procéder avec méthode en s'emparant préalablement des ports de

Maldonado et de Montevideo, qui sont sur la rive gauche et à l'embouchure du fleuve.

Un premier corps, venu du cap de Bonne-Espérance, fit une tentative infructueuse sur Montevideo, qui était alors une place régulièrement fortifiée; il se rejeta sur Maldonado, qui fut enlevée en 1807.

De là les Anglais entreprirent le siége de Montevideo; les troupes, commandées par Sir *Manuel Auchmuty*, enlevèrent la place d'assaut, le 5 février suivant.

Le général Whitelock arriva au mois de mai avec un armement considérable; il reçut encore, le 15 juin, un renfort sous les ordres du général Crawfurt, et ses dispositions étant bien prises, il recommença l'attaque de Buenos-Ayres.

L'armée expéditionnaire débarqua vers la fin de juin, dans la Ensenada de Baragan, à 12 lieues aval de Buenos-Ayres. La colonne dirigée vers la ville était forte de 8,000 hommes et de 18 pièces de canon.

Le nouveau vice-roi Liniers avait organisé la défense et sortit de la place pour disputer à l'ennemi le passage de la rivière Baraccas, mais ses troupes mal exercées furent entièrement battues par les Anglais.

Le général Whitelock perdit deux ou trois jours pour organiser son attaque, et commit en outre la faute de diviser son armée en plusieurs colonnes qui devaient pénétrer par des points différents et converger vers le fort.

L'affaire eut lieu le 5 juillet 1807; le brave Liniers, soutenant le moral des habitants, laissa les Anglais s'engager dans les rues, et fit pleuvoir sur eux, du haut des terrasses, une grêle de balles et de pierres; les Anglais écrasés perdirent deux ou trois mille hommes et mirent bas les armes. Une convention fut signée en vertu de laquelle les troupes d'invasion devaient évacuer le pays et rendre la place de Montevideo et de Maldonado.

Si donc l'Amérique du Sud n'est point anglaise, c'est au

courage et à l'habileté d'un officier français qu'on le doit.

En 1810, un cri d'indépendance retentit dans ces contrées, et le sentiment de la liberté fit explosion avec d'autant plus de violence que ces populations avaient été plus durement comprimées par l'Espagne.

Les causes principales de cette révolution furent : 1° les dissensions de la famille régnante en Espagne, l'attitude hostile que prirent vis-à-vis de la colonie les juntes de Séville et les cortès de Cadix, et la déchéance des Bourbons;

2° Le retentissement de la révolution française;

3° Enfin, les germes de liberté portés dans la Plata par quelques Américains revenant d'Europe et qui brûlaient du désir de soustraire leur patrie au joug abrutissant de la métropole pour la faire entrer dans la voie de la civilisation et du progrès.

La crise fut terrible et pendant plus de dix années ce malheureux pays a souffert tous les maux à la fois : guerre civile résultant de l'ardeur et de l'inexpérience des hommes publics, guerres étrangères contre l'Espagne et le Portugal, luttes avec les puissances européennes qui, animées du désir de dominer dans ce nouveau monde, faisaient valoir chacune leurs prétentions.

C'était la maison de Bragance qui réclamait ses droits; c'était Napoléon qui envoyait un agent à Buenos-Ayres pour faire reconnaître Joseph roi de l'Amérique espagnole; c'était la France qui, après la chute de l'empire, offrait le duc d'Orléans, le prince de Lucques et même don Francisco de Paule, frère de Ferdinand VII.

En 1820, la Plata était livrée à l'anarchie la plus complète, la guerre civile régnait partout et la confusion était à son comble.

Enfin en 1821 on décida que chaque province s'organiserait isolément, en attendant qu'une constitution fût adoptée.

Buenos-Ayres nomma un pouvoir administratif local dans lequel on voit figurer le célèbre RIVADAVIA.

Cet homme de bien avait rêvé pour son pays un régime de sage liberté et un gouvernement intelligent et paternel.

Malgré les difficultés de toute nature, il se mit courageusement à l'œuvre. Une amnistie générale est accordée, on proclame la liberté individuelle et le respect de la propriété; les actes du pouvoir sont livrées à la publicité, l'instruction publique et les établissements de bienfaisance reçoivent un accroissement considérable; l'administration de la justice est organisée, on crée le service des travaux publics, les relations extérieures commencent à s'établir, on régularise les finances, on s'occupe de la force publique, on fait un généreux appel aux bras et aux capitaux étrangers, etc.

Bientôt l'espérance renaît dans tous les cœurs, on croit entrer dans une ère de bonheur et de prospérité, l'affluence des immigrants et le commerce sont en telle progression que les revenus augmentent en même temps que les droits d'entrée diminuent; il semble qu'il ne reste plus qu'à étendre à toutes les provinces de la Plata les institutions bienfaisantes de Buenos-Ayres.

En 1824 se fait l'installation du corps national formé par les représentants de toutes les provinces; les plus sages principes sont adoptés.

En 1825, un traité d'amitié et de commerce est conclu entre l'Angleterre et la Confédération Argentine.

En 1826, lorsque la guerre éclata avec le Brésil au sujet de la Bande-Orientale, RIVADAVIA fut nommé président, et le congrès lui demanda de donner une constitution au pays.

C'est dans ce moment que l'on voit apparaître les deux partis qui divisent encore ces populations. Le premier est le parti UNITAIRE qui voulait une république indivisible et une administration commune pour tous. Ce parti, dont le chef était RIVADAVIA, se composait de tous les hommes éclairés qui

désiraient aider le président dans la réalisation de son magnifique programme ; ces hommes étaient généralement les habitants des villes.

Le second parti, qui s'intitule le parti FÉDÉRAL, voulait que chaque province s'administrât isolément. Ce parti, dont le chef était le colonel DORREGO, se composait en grande majorité des hommes de la campagne.

Lorsque RIVADAVIA donna la constitution, les provinces se prétendirent lésées, et refusèrent de l'accepter. RIVADAVIA se démit de la présidence le 7 juillet 1827 et s'exila de sa patrie.

Le congrès donna la présidence à LOPEZ, mais le désordre s'accrut et le congrès lui-même se sépara. Une junte s'établit à Buenos-Ayres et nomma DORREGO gouverneur.

Celui-ci s'efforça d'organiser le système fédératif dont il était le représentant; il parvint à faire signer une convention entre les provinces de Buenos-Ayres, Cordova, Santa-Fé, Entre-Rios et Corrientes. Du reste, la Confédération Argentine ne repose que sur ces traités partiels, et particulièrement sur le traité dit *quadrilatéral,* signé le 4 janvier 1831 entre Corrientes, Santa-Fé, Buenos-Ayres et l'Entre-Rios.

DORREGO se vit bientôt entouré de difficultés, les provinces devenaient menaçantes, et le parti unitaire reprenait de nouvelles forces, surtout par l'arrivée du général LAVALLE qui rentrait à Buenos-Ayres à la tête d'une armée victorieuse.

Dorrego, ne se croyant plus en sûreté dans la ville, la quitta le 1er décembre 1828 et recruta dans la campagne les partisans du fédéralisme pour résister aux attaques de Lavalle; mais le gouverneur fut vaincu dans la bataille de *Navarro* et fait prisonnier. LAVALLE, abusant de la victoire, fit fusiller DORREGO, et donna par cette cruauté le signal de tous les meurtres qui ensanglantent ces malheureux pays depuis plus de 20 ans.

Le parti fédéral était, comme nous l'avons dit, composé des habitants de la campagne, *gauchos;* les mœurs de ces

hommes sauvages sont très-rudes, leur seule occupation est de se plonger dans le sang de animaux qu'ils égorgent par milliers ; leurs jeux sont des combats avec leurs couteaux dont ils sont toujours armés; le meurtre n'a pas à leurs yeux ce caractère féroce et criminel que lui donnent les nations civilisées. Les gauchos obéissent à leur maître nommé *estanciero*, et dans leurs guerres ils marchent sous les ordres de quelques partisans appelés *Caudillos*, qui sont les hommes les plus renommés par leur force et leur audace.

Parmi ces *Caudillos* se faisait remarquer JUAN MANUEL ROSAS, qui avait pris une grande influence par la finesse de son esprit et par son agilité corporelle. Ce chef devint bientôt officier, colonel, et enfin commandant de la campagne.

Cependant le pouvoir de Lavalle était aux abois, le meurtre de Dorrego avait fait naître une réaction terrible, et le parti fédéral reprenait le dessus. Rosas, à la tête de ses gauchos, marcha sur Buenos-Ayres; et nous voyons déjà à cette époque, en 1829, les Français résidant à Buenos-Ayres former un bataillon dit de l'ORDRE pour repousser les hordes de Rosas. Mais Lavalle ne put résister, il abandonna la place et se réfugia à Montevideo avec les unitaires les plus compromis.

Le général Viamont fut élevé gouverneur par les fédéraux, mais il reconnut bientôt combien il serait difficile de conserver un poste ambitionné par le chef des gauchos, et il crut prudent de se retirer.

Rosas, maître de la ville, fut nommé gouverneur le 8 décembre 1829. Arrivé au but de son ambition, Rosas rétablit les affaires sur le pied où elles étaient avant la mort de Dorrego. Cependant il ne tarda pas, dès 1830, à demander des pouvoirs extraordinaires. Ces pouvoirs lui furent refusés[1].

(1) C'est vers cette époque que la France, revenant sur la politique de la Restauration, reconnut les États indépendants de l'Amérique du Sud et négligea de mettre à profit cette occasion de régler les différends qui étaient déjà survenus.

En homme dissimulé, et loin de se briser contre cet obstacle, le gouverneur analysa l'état des esprits, et résolut de biaiser pour arriver plus sûrement à son but. Son plan consistait à s'éloigner de la scène politique, à laisser faire le gros de la besogne à ses sicaires, et enfin à entreprendre une campagne contre les Indiens du Sud, afin d'augmenter son prestige. Il partit en effet en 1832, remettant le pouvoir aux mains de BALCARCE.

Le gouvernement de Balcarce était modéré et désapprouvait les mesures de rigueur adoptées par Rosas; il voulait appeler tous les citoyens à la cause commune et contenir l'invasion des gens de la campagne. Mais ces généreux efforts venaient se briser contre des obstacles invincibles, suscités par une population effrénée qu'excitaient les partisans de Rosas, quelques-uns disent même par sa femme dona Encarnacion Ezcurra. Enfin, 6,000 gauchos firent irruption dans la ville, et Balcarce fut renversé.

En même temps Rosas rentrait de son expédition à la tête de presque toutes les forces régulières du pays et entouré de gauchos, qui étaient venus se ranger sous sa bannière; il fut reçu aux acclamations de cette multitude.

Balcarce fut remplacé provisoirement par MAZA, secrétaire de Rosas et qui n'était évidemment qu'un prête-nom. Tous les ressorts de l'intrigue furent mis en jeu; les rosistes semaient la discorde, et souvent des bandes de gauchos pénétraient dans la ville où ils répandaient la terreur. Cinq fois la chambre des représentants nomma Rosas gouverneur, mais celui-ci refusait d'accepter, tandis que personne n'osait s'emparer des rênes du pouvoir. Enfin un représentant, nommé GARRIGOS, proposa de confier à Rosas des pouvoirs illimités pour cinq ans.

Cette fois la nomination fut acceptée, et Rosas s'empara de la dictature. Il eut même l'impudeur de faire sanctionner son élection par le peuple, c'est-à-dire par les bandes de sauvages qui terrifiaient la ville.

C'est en 1835 que Rosas devint maître absolu du pays. Il fit périr par le fer et par le poison tous ceux qui étaient ses ennemis ou qui pouvaient devenir ses rivaux, il organisa un club nommé la Mashorca (Épi de blé), dont les membres avaient pour mission d'égorger les victimes désignées par le dictateur. Les Argentins étaient dans la stupeur et courbaient la tête.

Les affaires en étaient à ce point lorsqu'en 1838 la rupture avec la France vint renverser cet échafaudage si péniblement élevé.

M. l'amiral Leblanc mit le blocus devant Buenos-Ayres, exigeant énergiquement des réparations pour les violences exercées contre quelques-uns de nos nationaux. Cette attaque vigoureuse portait un coup terrible à Rosas, les haines amassées contre lui commençaient à se faire jour, et le général Lavalle arrivait avec son armée jusqu'aux portes de Buenos-Ayres.

Par un revirement inexplicable dans la politique de la France, l'amiral Leblanc est remplacé, le 22 décembre 1839, par M. Dupotet, qui prend le contre-pied des errements de son prédécesseur.

M. de Martigny, chargé d'affaires de France, suppliait M. Dupotet de favoriser les opérations de Lavalle, et un dissentiment assez vif éclata entre nos deux agents.

Le gouvernement français résolut de terminer cette affaire et d'en finir avec le dictateur; il chargea de cette mission M. l'amiral Baudin, qui devait centraliser tous les pouvoirs et disposer de forces suffisantes pour obliger Rosas à nous rendre justice.

L'amiral Baudin était sur le point de s'embarquer lorsqu'il demanda au gouvernement un renfort de troupes. Sa demande fut repoussée, et une dépêche télégraphique annonça à Cherbourg que M. de Mackau prendrait le commandement de l'expédition.

L'amiral français arriva à Montevideo, le 25 novembre 1840, avec 45 navires, 589 canons, 4,700 hommes d'équipage et 1,250 hommes de troupes de débarquement. En raison des complications de la politique en Orient, M. de Mackau avait l'ordre de terminer promptement cette affaire.

Dans la situation des affaires de la Plata, et à l'aide des forces dont nous pouvions disposer, rien n'eût été plus facile que le renversement de Rosas; l'amiral jugea plus avantageux de maintenir le dictateur, et signa, le 29 octobre 1840, un traité dans lequel étaient réglés nos différends avec la République Argentine. Ce traité, sans trop se préoccuper de nos anciens alliés les MONTEVIDÉENS, garantissait l'indépendance de l'État oriental de l'Uruguay.

Ce n'est point le moment de discuter ici le traité du 29 octobre 1840, nous devons l'accepter comme un fait accompli.

Après la signature du traité Mackau, Rosas redoubla d'énergie pour consolider son pouvoir ébranlé; la ville de Buenos-Ayres fut livrée à toutes les passions du club de la MASHORCA, tandis que la campagne était abandonnée au poignard des assassins. La terreur était établie plus terrible que jamais.

Après avoir anéanti tout germe d'insurrection dans les provinces Argentines, le dictateur voulut se venger de l'appui que les Montevidéens avaient prêté à la France, et il tourna sa fureur contre eux. Malgré les termes formels du traité du 29 octobre 1840 et malgré les énergiques protestations des consuls de France et d'Angleterre, MM. DE LURDE et MENDEVILLE, une armée de Rosas, commandée par le général Oribe, envahit l'État oriental de l'Uruguay.

En 1845, les cabinets de Paris et de Londres interviennent en faveur de l'État oriental, solennellement garanti par les traités des 27 août 1828 et 29 octobre 1840.

L'énergie de M. Deffaudis et le brillant combat de l'OBLIGADO mettent encore Rosas à deux doigts de sa perte; mais

comme si ces deux grandes puissances étaient incapables de produire un dernier effort, on envoie un nouveau négociateur en 1846, M. Hood, et en 1847 on envoie MM. Valeski et Howden ; en 1848 on envoie MM. Gros et Gore ; en 1849, l'Angleterre traite isolément ; puis M. l'amiral Le Prédour fait une convention, qui est unanimement repoussée. Enfin, en 1850, ce même M. Le Prédour signe un nouveau traité, qui va être soumis à l'appréciation de l'Assemblée. Tel est le résumé historique des événements ; nous ferons observer en terminant ce paragraphe que, depuis le traité de 1840, nous n'avons d'autres griefs contre Rosas que son invasion de la Bande-Orientale et les crimes qui en ont été la conséquence. L'affaire est donc simplifiée et se dégage de tous les faits antérieurs.

La question de Montevideo est maintenant celle qui mérite une attention spéciale, et nous la traiterons avec plus de détails.

Quant à la situation actuelle de Buenos-Ayres, Rosas ayant résumé en sa personne tous les pouvoirs et toute l'administration, ayant réduit ce malheureux pays à la servitude la plus complète, n'ayant plus à craindre la moindre apparence d'opposition, se trouve forcément amené à mettre un terme à ses crimes. A peine, de loin en loin, voit-on reparaître ses instincts sanguinaires, cherchant à séduire la France pour se débarrasser de l'intervention ; et pour suivre ses projets, il n'inquiète pas nos nationaux établis à Buenos-Ayres : toutefois, nous ferons remarquer que ce calme apparent n'est point le résultat d'un retour sur lui-même, mais bien une suite de ses combinaisons astucieuses. L'effet peut se reproduire d'un instant à l'autre, puisque la cause existe.

La Confédération Argentine, qui est censée organisée en État fédératif, est soumise de fait au système unitaire le plus absolu, et ce système exagéré est établi par l'homme qui est parvenu au nom du fédéralisme et dont la devise est : Mort aux sauvages unitaires ! Tout le pays est écrasé sous ce joug de

fer et reste inerte; l'administration et les institutions publiques sont nulles; le commerce est gêné de toutes manières, et par les obstacles opposés à la navigation des fleuves, et par le papier-monnaie qui n'est garanti que par la parole de Rosas; l'assemblée, terrifiée par l'assassinat de son président, n'existe que de nom, et ne sert qu'à chanter la gloire et les louanges du dictateur, ou à proroger annuellement ses pouvoirs illimités.

La France seule est encore un obstacle à l'ambition de cet homme, et nul doute que si nous lui abandonnons l'État oriental de l'Uruguay, qu'il convoite depuis vingt ans, il retournera ses armes contre le Paraguay, avec lequel il est déjà en guerre, et contre le Brésil, qui supporte impatiemment un voisinage aussi dangereux.

§ II.

RÉSUMÉ HISTORIQUE

DE

L'ÉTAT ORIENTAL DE L'URUGUAY[1]

L'Espagne et le Portugal, premiers maîtres de l'Amérique du Sud, se sont longtemps fait la guerre pour se disputer les limites de la Colombie, du Pérou et du Rio de la Plata.

Différentes conventions ont été signées entre ces deux puissances, en 1668, en 1715, 1765, 1777 et 1804, époque à laquelle

(1) L'État Oriental de l'Uruguay ou Bande-Orientale est situé sur la rive gauche de la Plata, entre le 55e et le 61e degré de longitude occidentale, et les 30e et 33e degrés de latitude sud. Sa superficie est d'environ 18,000 lieues carrées; ses limites sont la province brésilienne de Rio-Grande, l'Atlantique et les fleuves de la Plata et de l'Uruguay; il se divise en onze départements; ses villes principales sont Montevideo, Maldonado, Colonia, Mercédès, Soriano, Paysandu, etc., etc. Ses ports sont Maldonado, Colonia et surtout Montevideo, qui est très favorable au commerce. Le climat est tempéré, le sol est très fertile, légèrement accidenté et sillonné d'innombrables cours d'eau, dont plusieurs sont navigables, tels que la Plata, l'Uruguay, le Quaraïn, l'Arapey, le Daïman, le Queguay, le Rio-Negro, Santa-Lucia, le Yi, le Cebollati et le Yaguaron. Sa population est de 50,000 âmes, y compris 6 à 7,000 Français; il pourrait nourrir facilement 10,000,000 d'habitants.

le Portugal s'engageait à restituer à l'Espagne le territoire des Missions, à condition que l'Espagne lui rendrait Olivenza, en Europe. Lorsque la guerre éclata entre la France et l'Espagne, en 1808, le Portugal chercha à s'emparer de Montevideo.

En 1810, l'Amérique espagnole se déclarait indépendante; la province de Montevideo, qui faisait partie de la vice-royauté, suivit ce mouvement.

Le Portugal devait nécessairement se montrer hostile à cette révolution, qui pouvait lui faire perdre sa colonie du Brésil; aussi lorsque les Espagnols, débordés par les populations insurgées de la Plata, commirent la faute d'appeler le Portugal à leur aide, celui-ci s'empressa d'envahir la province de Montevideo, où il s'établit sérieusement; il parvint même par la persuasion et l'intimidation à faire consentir les habitants à leur annexion au Brésil, sous le nom de *province Cisplatine*.

Cependant, en 1821, le Portugal reconnut l'indépendance de la République Argentine, à condition que la province de Montevideo serait consultée sur la question de savoir si elle resterait annexée aux provinces brésiliennes.

L'usurpation était manifeste, le gouvernement Argentin refusa la reconnaissance de son indépendance à de pareilles conditions. Sur ces entrefaites, le Brésil complétait l'émancipation de l'Amérique du Sud, et se détachait du Portugal.

Contre l'attente générale, le nouveau gouvernement de Rio-Janeiro consacra l'usurpation de la Bande-Orientale, et Buenos-Ayres se refusa à reconnaître l'indépendance du Brésil.

Cependant, en 1823, Buenos-Ayres envoya un plénipotentiaire à Rio-Janeiro pour négocier de la restitution de Montevideo et pour conclure un traité d'alliance.

Le gouvernement brésilien refusa tout accommodement.

On attendait alors à Buenos-Ayres la réunion du congrès pour reprendre les négociations ou pour commencer la guerre; car les dispositions hostiles de Don Pedro ne laissaient guère

l'espoir d'un arrangement amiable, lorsqu'en avril 1825, un officier montevidéen, le colonel Lavalleja, partit de Buenos-Ayres avec 33 hommes décidés comme lui à délivrer Montevideo de la domination étrangère. Cette audacieuse entreprise fut couronnée du plus beau succès. Lavalleja souleva toutes les populations des campagnes, battit les troupes du Brésil, et, le 1er janvier 1826, le congrès de Buenos-Ayres répondit énergiquement à la déclaration de guerre de Don Pedro.

Cette guerre se poursuivait avec acharnement, chacune des deux parties refusant obstinément de laisser à l'autre la possession de la Bande-Orientale, la République Argentine convaincue que son honneur et que ses intérêts l'obligeaient à conserver intacte l'ancienne vice-royauté, le Brésil convaincu que la grandeur et la prospérité de son empire voulaient que ses deux grandes frontières fussent les fleuves des Amazones et de la Plata.

C'est en 1828 que l'Angleterre, qui poursuit avec une admirable persévérance toutes les occasions d'augmenter son influence dans ces colonies, et qui est d'ailleurs vivement intéressée, comme puissance commerciale du premier ordre, à conserver ces vastes marchés que la paix doit féconder; c'est alors, dis-je, que l'Angleterre proposa, par l'intermédiaire de lord Ponsomby, un arrangement amiable qui donnait aux deux partis belligérants la satisfaction de ne point abandonner à son adversaire l'objet de leur convoitise. La base de ce traité est l'indépendance de la Bande-Orientale.

Après quelques difficultés, on signa à Rio-Janeiro, le 27 août 1828, une convention de paix ratifiée par les gouvernements de Buenos-Ayres et du Brésil et garantie par l'Angleterre. Cette convention porte en substance :

1° Que la Bande-Orientale formera un État libre et indépendant, sous le nom de État Oriental de l'Uruguay; 2° qu'une assemblée sera nommée pour faire une constitution; 3° que cette constitution, après avoir été soumise au

parties contractantes, sera solennellement acceptée par le peuple; 4° que pendant les cinq années qui suivront l'acceptation de la constitution, les parties contractantes protégeront collectivement le gouvernement de l'Uruguay; 5° Enfin que, passé ce délai, l'État Oriental rentrera dans toutes les conditions normales de l'indépendance.

En vertu de ce traité, l'Assemblée constituante se réunit à San-José. Le 24 novembre 1828, le général Rondeau fut nommé gouverneur provisoire. Le 1er décembre 1828, la Constitution fut approuvée par la Confédération Argentine, et par le Brésil le 26 mai 1830; elle fut solennellement acceptée et jurée le 18 juillet 1830. Enfin, le 24 novembre 1830, le général Don Fructuoso Rivera fut nommé président de la République Orientale.

Tout semblait favorable au développement de ce nouvel État; par un heureux concours, l'homme qui dominait la situation, le général Rivera, était un citoyen ferme et conciliant, grand partisan de l'ordre public et de la liberté, s'identifiant avec les populations par ses goûts et ses sentiments, et très aimé des soldats qui connaissaient son habileté et son courage.

Rivera était un homme de la campagne comme Rosas, mais d'un caractère opposé; le premier était généralement aimé, le second était redouté de tous. Le premier était généreux, prodigue, simple, chevaleresque; le second était astucieux, cruel et pétri d'une tenace ambition.

Rosas voulait tout diriger, tout asservir; Rivera s'occupait fort peu des affaires. Aux bonnes qualités et à quelques défauts même de Rivera, il faut attribuer le développement miraculeux de cette jeune République, tant favorisée de la nature, que le gouvernement n'a qu'à laisser faire pour amener la prospérité.

Mais bientôt l'ambition ou la jalousie de Rosas devaient mettre obstacle aux progrès pacifiques de l'État Oriental, et

pour rendre plus appréciable le caractère de sa politique haineuse, nous ne craindrons pas d'entrer ici dans quelques détails minutieux.

Dès 1829, lorsque le parti fédéral fut vaincu par Lavalle à Buenos-Ayres, tous les réfugiés argentins du parti de Rosas arrivèrent en foule sur la Bande-Orientale. L'hospitalité leur fut généreusement offerte. Rosas ne s'est jamais plaint que ces réfugiés se sont occupés du succès de leur cause ; d'ailleurs ce fait est inévitable, même chez les nations les plus civilisées. Aucune difficulté ne surgit de 1829 à septembre 1830.

Mais lorsque le parti fédéral reprit le dessus à Buenos-Ayres par l'élection de Rosas, on vit arriver à Montevideo des réfugiés unitaires qui furent reçus comme l'avaient été les réfugiés fédéraux.

Alors les exigences de Rosas commencèrent, et le 16 septembre 1830 il demanda l'extradition de Léonardo Rosalès, qui avait enlevé une goëlette de guerre argentine, le *Sarandi*. Le 20 septembre, il demanda qu'on refusât l'hospitalité aux réfugiés, et il insista impérieusement pour que la liberté de la presse orientale fût limitée.

Le gouvernement oriental répondit le 30 septembre qu'il était disposé à faire de son mieux pour entretenir des relations de bonne amitié avec son voisin ; qu'il empêcherait les réfugiés d'abuser de l'hospitalité ; qu'il s'opposerait à toute fabrication et envoi de matériel de guerre ; que déjà, le 24 courant, il avait arrêté une conspiration qui se tramait à Soriano, et que pour ce qui regarde la liberté de la presse, il ne pouvait modifier les principes de la Constitution, mais qu'il userait de toute son influence pour modérer les journaux.

Le 6 octobre 1830, Rosas envoya le colonel Moralès commissionné *ad hoc* pour recueillir le matériel de la goëlette le *Sarandi* et pour aviser aux moyens d'annihiler les menées des réfugiés unitaires.

En ce moment, une révolution s'opérait dans la province

d'Entre-Rios, et deux compétiteurs, Sola et Jordan, furent successivement vaincus et vainqueurs. Les Argentins, qui étaient réfugiés sur les bords de l'Uruguay, prirent individuellement fait et cause pour l'un ou l'autre prétendant; et c'est là un des plus grands griefs de Rosas contre le gouvernement de Montevideo; il donna à ces révolutions intérieures le nom pompeux d'*Invasion* de la province d'Entre-Rios.

Le colonel Moralès, qui continuait à résider à Montevideo, quoique le but apparent de sa mission fût atteint, demanda, le 20 janvier 1851, des explications sur la participation que les réfugiés avaient prise dans les événements de l'Entre-Rios.

Le gouvernement Oriental, qui dans toutes ces affaires joue le rôle de l'agneau de la fable, qui était fort embarrassé de l'affluence des réfugiés argentins, protesta de ses bonnes intentions; il en donna même des preuves en dispersant une réunion d'émigrés formée sous les ordres de Patricio Maciel.

On ne pouvait mieux faire, car dans ces campagnes désertes il est fort difficile d'arrêter des partisans isolés ou réunis en petit nombre. Le président Rivera proposa même à Rosas d'interner les réfugiés, s'il voulait leur assurer des moyens d'existence et les détourner ainsi de leurs idées politiques. Rosas refusa. Rivera, très désireux de vivre en paix avec ses voisins, n'en fit pas moins tous ses efforts pour contenir les émigrés et modérer la presse. Par son intervention personnelle il parvint à faire consentir Varéla à la suppression de son journal *Otro Periodico*.

Cependant le général Lavalleja, jaloux de la popularité de Rivera, lui faisait une opposition très violente et dans la presse et à la tribune. A ces attaques intérieures, et d'ailleurs très constitutionnelles, se joignaient les attaques des journaux de Buenos-Ayres soumis à la censure de Rosas, tandis que le colonel Moralès restant toujours à Montevideo ne cachait point ses opinions hostiles au président de la République Orientale.

Le 29 juillet 1832, une insurrection militaire éclate au *Durasno :* on attente aux jours de Rivera qui ne doit son salut qu'à la rapidité avec laquelle il traverse à la nage la rivière le Yi.

Cette nouvelle arrive à Montevideo, et le gouvernement, au lieu d'agir sur-le-champ, s'adresse au corps législatif qui délibérait encore sur cette affaire grave, lorsque le 3 juillet 1832 la garnison de la capitale se soulève et le général Lavalleja est nommé dictateur.

Le chef des troupes publie le *bando* suivant :

« Le colonel Garzon, chef immédiat de la force armée de « Montevideo, d'accord avec les chefs et les officiers sous ses « ordres, décrète :

« 1° A partir de ce moment cesse l'autorité du président « (vice) de la République.

« 2° Toutes les administrations sont sous mes ordres.

« 3° Ce décret sera publié sous forme de *bando* et com« muniqué au général Juan Antonio Lavalleja, comme seule « autorité qui reconnaisse la force armée.

« Montevideo, ce 11 juillet 1832.

« *Signé :* Eugenio GARZON. »

Le pays entier protesta contre cette révolution, et les insurgés se trouvèrent en si faible minorité qu'ils n'osèrent même pas engager la lutte. Le 13 août, le président Rivera fut rétabli, et Lavalleja se réfugia dans le Brésil avec un petit nombre des siens.

A peine l'ordre était-il rétabli que, le 13 septembre 1832, on découvre une nouvelle conspiration. Des armes et des munitions venant de Buenos-Ayres sont saisies à Maldonado; les conjurés se réunissaient dans la maison même du colonel Moralès, l'agent de Rosas. Le gouvernement de Montevideo se borna à renvoyer Moralès à Buenos-Ayres, en expédiant en même temps copie des pièces du procès.

Lavalleja et les autres insurgés s'étaient rendus près de

Rosas et les relations entre les deux pays conservaient un caractère d'aigreur que le général Rivera désirait faire cesser. Dans ce but il accrédita un ministre auprès du gouvernement Argentin, et confia cette mission au général Rondeau, dont le caractère noble et conciliant était bien connu. Le général Rondeau se rendit à Buenos-Ayres vers la fin de 1832, au moment où Rosas, partant pour son expédition du Sud, remettait le pouvoir à Balcarce.

Les premières entrevues furent très amicales, mais bientôt le système hostile de Rosas reprit le dessus. De nouvelles difficultés surgissaient tous les jours : les Orientaux insurgés préparaient publiquement leurs moyens d'attaque. Le 13 février 1833, le gouvernement de Buenos-Ayres rendit un décret en vertu duquel le colonel Moralès fut pleinement absous de sa conduite à Montevideo; les journaux se déchaînèrent contre le président Rivera ; enfin une nouvelle agression s'ornisa contre le gouvernement Oriental.

Lavalleja partit de Buenos-Ayres pour opérer sur la frontière de l'Uruguay, tandis que le colonel OLOZABAL traversa le territoire brésilien pour attaquer par le Yaguaron.

La démonstration de Lavalleja n'obtint aucun succès, mais d'un autre côté le colonel Olozabal s'emparait, par surprise, de la ville du Cerro-Largo, le 7 avril 1833, et lançait la proclamation suivante :

« Don Manuel Olozabal, commandant en chef du 2e corps « de l'armé restauratrice,

« Décrète :

« 1° L'armée restauratrice sous les ordres de Son Excel« lence le seigneur brigadier-général don Juan Lavalleja, ayant « commencé la campagne contre les oppresseurs des lois et « des institutions, toutes les autorités civiles et militaires « qui émanent de l'oppresseur Rivera cessent leurs fonc« tions ;

« 2° Le général en chef don Juan Lavalleja est reconnu pour « l'unique et suprême autorité du pays, etc., etc.

« Donné à la villa de Mello, le 11 avril 1833:

« *Signé :* OLOZABAL. »

A peine cet événement fut-il connu à Montevideo, que les troupes furent expédiées dans le département du Cerro-Largo, et trois jours après le colonel Olozabal, entièrement battu, se réfugiait dans le Brésil.

Lavalleja et Olozabal rentrèrent à Buenos-Ayres, où les attendait l'accueil le plus sympathique du gouvernement.

En ce moment, vers la fin de 1833, Rosas rentrait de sa campagne dans le Sud. Les Argentins, qui fuyaient devant la cruauté de Rosas et de ses gauchos, arrivaient en masse sur la Bande-Orientale.

Rivera, malgré l'impopularité de cette mesure, fit interner les principaux réfugiés.

Cependant Rosas préparait une nouvelle invasion de la Bande-Orientale, et ces préparatifs se faisaient si publiquement que le gouvernement de Montevideo se mettait sur la défensive. En même temps Rosas faisait écrire, par son ministre Guido, la dépêche suivante, adressée au ministre oriental :

« Buenos-Ayres, le 24 février 1834.

« Le gouvernement de Buenos-Ayres, informé par des hommes dignes de foi que sur la frontière de l'Uruguay il se tramait clandestinement des projets hostiles à la République « Argentine, a ordonné au soussigné de faire connaître les faits « à votre gouvernement; mais Son Excellence le général Rosas « ayant donné en même temps des ordres prompts et formels « pour détruire et annihiler toute tentative contraire à la paix « de l'État, il m'est agréable de vous annoncer, au nom de « mon gouvernement, que le commandant inspecteur général « d'armes ayant été envoyé en personne sur la frontière du « nord dans le but de dissoudre toute réunion suspecte et des-

« tinée à passer la frontière, nous donne l'assurance officielle, « au retour de sa mission, que tout ce qui pourrait faire om-« brage à l'autorité a disparu, parce que ces hommes trompés « sont convaincus maintenant de la ferme résolution du gouver-« nement d'empêcher, par tous les moyens possibles, tout acte « contraire à la paix du pays. Son Excellence le général Rosas « se félicite de ce que les mesures qu'il a prises suffiront pour « détourner les individus qui avaient le fol espoir de ne point « être contenus.

« Son Excellence est si pénétrée de l'exactitude de son ap-« préciation, qu'elle ne craint pas de déclarer loyalement et « solennellement qu'elle ne permettra jamais que l'asile donné « à l'infortune soit une sauvegarde dans la province de « Buenos-Ayres pour comploter contre l'État Oriental. »

Après cette perfide dépêche, on poussa vivement les préparatifs de l'invasion, et le 12 mars 1834, seize jours après les assurances loyales et solennelles de Rosas, on vit le général Lavalleja, à la tête de troupes recrutées à Buenos-Ayres, pénétrer de nouveau sur la Bande Orientale, par les HIGUERITAS. Ce général, que les insuccès ne décourageaient point, se fit précéder de la proclamation suivante :

« Orientaux,

« Au cri de la patrie en danger, j'ai vaincu mille difficultés « pour voler à sa défense. Les vainqueurs de Sarandi ont re-« nouvelé le serment de liberté ou la mort ; j'ai uni mes vœux « aux leurs. Un gouvernement qui sollicite un prince étranger « ne peut subsister sur la terre de la liberté. » (Ceci est une allusion à une insinuation de Rosas, qui avait voulu accréditer le bruit d'une connivence entre Rivera et un prince espagnol.)

« Compatriotes et amis, nous allons sauver la patrie ; le « tyran tremble à la vue des patriotes, parce que ses crimes « sont dévoilés ; volez dans nos rangs, vous y verrez briller « l'étendard de la liberté. L'ordre règne partout. Liberté ou

« la mort ! est le cri des braves gens qui composent l'armée
« des hommes libres. Souvenez-vous, Orientaux, de nos efforts
« et de nos sacrifices pour la cause américaine et comptez sur
« le concours de votre compagnon.

« *Signé :* JUAN LAVALLEJA. »

Le décret joint à cette proclamation, et daté des rives de l'Uruguay, 12 mars 1834, porte :

« 1° Le général Fructuoso Rivera cesse d'être président de
« la République et d'exercer le commandement ; il est déclaré
« coupable du crime de haute lèse-nation ; 2° tout individu
« qui obéirait à ses ordres, ou qui l'aiderait directement ou
« indirectement, ou d'une manière quelconque, quelles que
« soient d'ailleurs ses opinions, est déclaré traître à la patrie et
« sera puni comme tel ; 3° toutes les autorités civiles ou mi-
« litaires du pays sont destituées, à moins qu'elles ne soient
« maintenues par mon autorité ou par mes délégués, etc. »

Cette nouvelle attaque fut aussi infructueuse que les précédentes ; la population en masse repoussa cette invasion stupide, et huit jours après Lavalleja repassait la frontière du Quaraïn, escorté de quelques officiers. Il retourna à Buenos-Ayres, où il fut reçu avec le même empressement et les mêmes témoignages d'affection.

Le gouvernement de Montevideo ne fit entendre aucune plainte, quoique la convention de 1828 eût été ouvertement violée, et quoique la persévérance malveillante de Rosas fût évidente et sans motifs.

A l'expiration de son mandat, Rivera, emportant les témoignages de l'estime et de l'affection publiques, quitta l'armée et se rendit à Montevideo, où il déposa solennellement le pouvoir ; il désigna lui-même pour son successeur DON MANUEL ORIBE, qui avait déjà fait partie de l'administration. Ce candidat réunit presque l'unanimité des suffrages et fut proclamé président le 1er mars 1835.

Oribe, comblé de faveurs par Rivera, se montra bientôt inférieur à la haute position qui lui était confiée ; au lieu de rester le chef de la nation, il se posa comme le chef d'un parti; cédant à des rancunes personnelles, il frappait impitoyablement tous les hommes qui avaient marqué sous la présidence de Rivera. Bientôt il blessa l'amour-propre national, en recherchant l'appui de Rosas, à mesure qu'il perdait les sympathies des siens, et cela au moment même où, par suite du traité de 1828, la République Orientale avait conquis toute son indépendance. (On se rappelle que de 1830 à 1835 les gouvernements de Buenos-Ayres et de Rio-Janeiro devaient protéger la République naissante.) Pour ne point déplaire à Rosas, Oribe refusa de conclure un traité de commerce que l'Angleterre lui proposait par la voix de son plénipotentiaire sir HAMILTON ; quoique soutenu par l'assemblée, il laissa frapper les marchandises provenant de Montevideo d'un droit exorbitant à leur entrée dans Buenos-Ayres ; il sacrifia la liberté de la presse aux rancunes de son allié. C'est ainsi qu'il allait de concession en concession ; mais Rosas devenait d'autant plus exigeant qu'il voyait Oribe plus faible.

Enfin le dégoût et l'irritation en vinrent au point que les partisans de Rivera levèrent l'étendard de la révolte et prirent les armes le 16 juillet 1836.

Oribe s'empressa d'appeler Rosas à son secours et lui envoya à cet effet un agent secret, le colonel MANUEL SORIA.

Le dictateur commença par lancer un décret ainsi conçu :

« Buenos-Ayres, le 1er août 1836.

La République Argentine ne pouvant rester impassible « aux malheurs qui menacent l'État Oriental.......... Le « gouvernement, pour ces motifs et pour d'autres con- « sidérations, usant de la somme de pouvoirs publics « dont il est investi, décrète : 1° aucune personne existante

« dans cette province ne pourra procurer des armes ou des « munitions de guerre aux insurgés de la Bande-Orientale; « 2° personne ne devra donner la moindre assistance aux « insurgés ; 3° sont bannis et exclus à jamais de ce pays tous « ceux qui auront pris une part quelconque à l'insurrection ; « 4° quiconque aura enfreint le présent décret, sur la simple « justification du fait, sera condamné même à la peine de mort.

« *Signé :* ROSAS. »

A cette intervention écrite, Rosas ajouta bientôt une intervention armée, et il choisit pour la commander ce même général Lavalleja, son instrument favori pour tourmenter la Bande-Orientale.

Lavalleja passa de nouveau la frontière à la tête d'une armée presque entièrement composée d'Argentins ; tous ses soldats portaient la ceinture rouge du club de La Mashorca, avec la devise argentine : VIVE LE RESTAURATEUR DES LOIS! Il répandit une proclamation écrite en encre rouge à l'imprimerie nationale de Buenos-Ayres, dont voici le texte :

« Le brigadier général Don Juan Antonio Lavalleja au peu- « ple oriental :

« Compatriotes et amis, les dangers qui menacent la patrie « et mon obéissance au chef de l'État m'amènent parmi vous. « J'ai juré un jour de sacrifier ma vie pour cette cause, et je « répète ce serment solennel. Une poignée perfide d'impies « unitaires et de vils traîtres à leur patrie attaquent insolem- « ment les libertés publiques, violent la constitution et les lois, « et méprisent audacieusement l'autorité de Son Excellence, « le président de la République, qui a augmenté les gloires « de la patrie par sa sagesse et son admirable administration. « Nos ennemis sont ceux-là mêmes qui souillèrent leur pays « de sang et de boue en assassinant dans les champs de Na- « varro l'illustre Dorrego, au moment où il donnait la vie à

« cette République par une paix glorieuse, ceux-là mêmes qui
« ne furent jamais fidèles à la cause de l'indépendance et levè-
« rent insolemment l'épée du Brésil sur le cœur des hommes
« libres; ceux-là mêmes qui dilapidaient les fonds de l'État et
« qui couvraient cette terre d'horreurs. Mais le ciel nous pré-
« pare un terme heureux à tant de maux. La voix de la patrie
« appelle ses enfants, et l'ardeur qui les anime leur promet de
« nouveaux lauriers ; leurs efforts héroïques sauveront l'exis-
« tence de la patrie en danger, et si ces efforts devenaient
« insuffisants, Orientaux, nous avons pour nous l'amitié d'un
« Argentin illustre, celui qui sauva son pays du joug honteux
« que voulaient lui imposer ceux qui attaquent aujourd'hui
« votre existence politique, l'influente amitié du célèbre res-
« taurateur des lois, Don Juan Manuel Rosas. La politique de
« son gouvernement, toujours *franche* et *glorieuse*, toujours
« *affectueuse* et *loyale* envers l'État oriental, ne *permettra pas*
« que des traîtres Unitaires troublent la paix de ce pays; il ne
« *permettra pas* que le lustre de ses gloires soit terni par l'as-
« sassinat de ses illustres enfants. Ayez confiance dans l'intérêt
« qu'il nous a toujours porté et glorifiez-vous d'avoir l'appui
« de la Confédération argentine. Nous n'avons rien à craindre
« d'une poignée de maudits sans patrie, sans asile, sans con-
« sidération, et qui ne vivent que de pillage et d'anarchie.
« Nous perdrons nos familles, nos épouses, nos filles, nos for-
« tunes, si ces infâmes s'emparent du pouvoir; vous perdrez
« pour toujours votre patrie et vos libertés. Rappelez-vous
« quel a été notre sort, il n'y a pas longtemps ; tournez vos
« regards vers le passé, et vous ne verrez que crimes épou-
« vantables et horreurs inouïes. Orientaux! anéantir ces mons-
« tres est notre devoir ; l'espérance de la patrie est le titre le
« plus glorieux de votre compatriote.

« 1er août 1836.

« JUAN LAVALLEJA. »

Cette proclamation, qui semble écrite par Rosas lui-même, excita une grande indignation; Oribe lui-même en fut péniblement affecté, mais il n'eut pas le courage de faire respecter sa dignité; il se borna, par décret du 10 août 1836, à adopter une devise différente de Lavalleja. Sur un ruban blanc était écrit : DÉFENSEUR DES LOIS. De là, le parti d'Oribe a pris le nom de BLANQUILLOS, blancs, et celui de ses adversaires celui de COLORADOS, rouges.

Voilà donc Rosas, qui, après avoir tourmenté la Bande-Orientale sur les motifs les plus frivoles pendant la présidence de Rivera, reparaît encore dans ce malheureux pays pour combattre ce qu'il appelle les *Sauvages Unitaires;* ce prétexte perd toute sa valeur quand on reconnaît que les principaux réfugiés argentins restent neutres, tels que les généraux Rodriguez, Lamadrid, Iriarte, etc.; que quelques-uns prirent isolément du service auprès de Rivera, tels que LAVALLE, et d'autres auprès d'Oribe, tels que le général SOLER, qui était commandant d'armes à Montevideo. Il est donc hors de doute que rien ne pouvait légitimer les agressions réitérées de Rosas contre la Bande-Orientale. Après de longs préparatifs, une rencontre eut lieu près de la CARPINTERIA, au mois d'octobre. Le résultat de cette affaire fut douteux, et chaque parti s'attribua les honneurs de la victoire.

Rivera, trahi par un de ses lieutenants, nommé RANA, se retira sur la frontière du Brésil. Rosas, dans son message de 1837, se fit gloire de son immixtion dans les affaires intérieures de Montevideo et de la part qu'il avait prise au triomphe d'Oribe.

Cependant les hostilités étaient reprises, et le 22 octobre 1837 Oribe fut entièrement battu par Rivera, à la bataille de YUCUTUJA; obligé de battre en retraite, il reforma son armée sur le 2e corps, commandé par son frère, DON IGNACIO ORIBE, et ne garda dans l'ouest que la place de PAYSANDU, qui était défendue par les troupes argentines et par l'escadrille de Rosas com-

mandée par le colonel TOOL. Les armées se retrouvèrent encore en présence le 31 novembre dans les environs de Durasno. La victoire fut incertaine. Tout à coup Rivera, se dérobant à l'armée d'Oribe, parut sous les murs de Montevideo et proposa à la commission permanente du corps législatif un arrangement amiable. Le 24 janvier 1838, la commission permanente repoussa les propositions de Rivera.

Oribe, sérieusement inquiété, rentra dans la capitale, laissant le commandement de l'armée à son frère Don Ignacio. Mais le 25 juin 1838, les corps ennemis se retrouvent encore à *Palmar*, Ignacio Oribe est mis en pleine déroute, et le président ne conserve plus de son État que Montevideo.

C'est en ce moment que M. l'amiral Leblanc, poussant avec vigueur le blocus de Buenos-Ayres, cherchait un port qui pût servir de base à ses ravitaillements pour son escadre, et de dépôt pour ses prises. Il jeta les yeux sur Montevideo, mais Oribe, loin de favoriser ses projets, se posa en ennemi, et fit même tirer sur nos embarcations. Evidemment, l'amiral français devait tourner ses vues vers Rivera, qui était déjà presque maître de la situation, et c'est là que commence notre alliance de fait avec ce parti.

Oribe, réduit aux abois, adressa à l'assemblée générale, le 8 juillet 1838, et confia à son ministre des affaires étrangères le message suivant :

« Le pouvoir exécutif m'a donné l'ordre de venir au sein « de l'assemblée pour l'informer des motifs qui ont rendu « nécessaire la réunion du corps législatif. Après deux ans de « luttes sans résultat définitif contre la révolte qui en 1836 at- « tenta aux lois et aux autorités constitutionnelles, il avait fait « ses efforts pour que l'armée nationale pût vaincre l'ennemi « dans une bataille générale. Cette bataille a eu lieu à Palmar « le 15 juin dernier ; nous allions être couronnés des lauriers « de la victoire quand par une fatalité dépendante du sort, plu- « tôt que de la bravoure de nos soldats, le triomphe de nos

« armes s'est changé en un jour de désastre pour la patrie. Cette « catastrophe, sans détruire la force du gouvernement, l'a « considérablement affaibli; le président ne se considère point « comme anéanti et sans ressources, la valeur du peuple « oriental et la justice de la cause qu'il défend peuvent donner « de grands résultats. Le président a cru de son devoir d'expo- « ser à l'auguste assemblée la situation politique du pays. Sa « résolution est de rester jusqu'au dernier moment au poste « où la loi l'a appelé et de n'abandonner ce dépôt sacré que « lorsque tout espoir sera perdu. C'est là sa mission, sans pré- « tendre en rien se soustraire à ce que décidera l'assemblée, et « il vous demande une règle de conduite. »

L'assemblée se déclara en permanence, et, à l'unanimité, elle formula la résolution suivante, qui porte la date du 9 juillet 1858 :

« Le Sénat et la Chambre des représentants de la République « Orientale de l'Uruguay, réunis en assemblée générale, dé- « crètent : Art. 1er. Le pouvoir exécutif ouvrira des négocia- « tions avec le chef des dissidents pour rétablir la paix dans « toute la République.— Art. 2. Il fera connaître le résultat de « ses négociations à l'assemblée qui statuera. — Art. 3. Pu- « blié, etc., etc. »

En vertu de cette loi, Oribe rendit, le 10 juillet 1858, le décret suivant :

« En exécution de la loi de la haute assemblée nationale « du 9 courant, le gouvernement décide et décrète : 1° Il « sera nommé une commission de trois citoyens dans le but « indiqué par l'art. 1er de ladite loi. Cette commission se « composera de MM. Suarez, Perez et Villademoros. — 2° Le « ministre de la guerre donnera les instructions nécessai- « res, etc., etc. »

Cependant on cherchait à faire traîner cette affaire en longueur; et Rosas, croyant le moment favorable arrivé, répondit aux avances que lui fait Oribe, qu'il lui fournirait des secours

assez considérables pour se relever, à condition que la Bande-Orientale serait de nouveau incorporée à la Confédération argentine. Cette condition ne pouvait être acceptée, même par Oribe, qui eût été le seul de son avis.

Tous les moyens dilatoires étant épuisés, Oribe nomma cinq commissaires qui furent envoyés, le 18 octobre 1838, auprès du général Rivera pour traiter de la paix. Il en résulta la convention suivante :

« S. E. le Président de la République, brigadier général « don Manuel Oribe, et S. E. le général en chef de l'armée « constitutionnelle, brigadier général don Fructuoso Rivera, « désirant donner la paix à la nation, ont nommé, pour éta- « blir les bases d'une convention, les commissaires dont les « noms suivent..... lesquels, après avoir échangé leur pou- « voir, sont entrés en conférence et ont arrêté les stipulations « suivantes :

« 1° S. E. le général en chef reconnaît et respecte les ga- « ranties que la constitution et les lois accordent aux per- « sonnes, aux propriétés et aux fonctions;

« 2° S. E. le Président actuel de la république abdiquera « immédiatement, et avec la possession et l'exercice de l'au- « torité entre les mains de son successeur la paix est définiti- « vement établie.

« Fait et signé aux bords du Miguelete, le 21 obtobre 1838.

« *Signé* : Ignacio ORIBE, Julian ALVAREZ, Fran- « cisco MUÑOZ, Juan GIRÓ, Alejandro « CHUCARRO, Santiago VASQUEZ, En- « rique MARTINEZ, Anacleto MEDINA, « Andres LAMAS, Joaquin SUAREZ. »

Après avoir pris connaissance de cette convention, Oribe fit connaître à l'assemblée sa résolution définitive, par la dépêche qui suit :

« Montevideo, 23 octobre 1838.

« Le Président de la République, convaincu que sa pré-
« sence au pouvoir est l'unique obstacle qui s'oppose au réta-
« blissement de la paix et de la tranquillité, qui sont si néces-
« saires, vient devant votre honorable assemblée résigner
« l'autorité que vous lui avez confiée comme organes de la
« nation. Il ne serait ni utile, ni convenable d'entrer en ce
« moment dans des explications sur les motifs qui ont déter-
« miné ma résolution ; il vous suffit de savoir, comme vous
« le savez, qu'ainsi l'exige la tranquillité du pays et cette con-
« sidération que les sacrifices personnels sont un holocauste
« dû à l'intérêt public.

« Daignez, honorables sénateurs et représentants, accepter
« ma démission irrévocable, et accordez-moi, ainsi qu'à quel-
« ques-uns de mes ministres, l'autorisation de m'éloigner pour
« quelque temps du pays.

« *Signé* : ORIBE. »

Le 24 octobre, l'assemblée répondit très dignement à ce message en acceptant la démission d'Oribe, qui s'embarqua, le 27 octobre 1838, avec une centaine de personnes qui voulurent le suivre.

Un gouvernement provisoire fut organisé, et ces événement furent portés à la connaissance de la nation, notamment à Paysandu, où Lavalleja tenait encore quelques troupes réunies. Celui-ci répondit, le 5 novembre, que ces troupes recevraient très-respectueusement les ordres du nouveau gouvernement, et qu'elles étaient très heureuses d'apprendre la fin de la guerre.

Ce qui précède prouve jusqu'à l'évidence que Rosas, depuis son arrivée au pouvoir, n'a point cessé de faire la guerre à l'État oriental, soit par tradition de l'ancienne politique espa-

gnole, soit par ambition personnelle, soit pour éviter le contraste d'un État libre et progressif à côté de son despotisme et de sa barbarie. Ce qui précède démontre encore l'injustice et le ridicule des prétentions actuelles d'Oribe de reprendre un pouvoir qu'il a régulièrement et solennement abandonné, et de s'intituler le président légal de la République Orientale.

Rosas accueillit Oribe avec empressement, et vit bien que l'amour-propre blessé et le désir de la vengeance lui donnaient un docile instrument pour continuer ses agressions contre la Bande-Orientale.

En conséquence, Oribe fit une sorte de protestation, et prit du service dans l'armée argentine, où il se fit remarquer par une cruauté féroce, qui n'avait d'autre but que de mériter la confiance et les bonnes grâces du maître. C'est lui qui faisait égorger impitoyablement tous les prisonniers; c'est lui qui envoya à Rosas les oreilles du colonel Borda; c'est lui enfin (fait inouï dans les fastes des guerres civiles!) qui, ayant appris la mort du général ennemi Lavalle, écrivit à Rosas: « J'ai donné l'ordre de faire des recherches actives « dans le pays où est mort Lavalle, pour que sa tête soit cou- « pée et me soit apportée!!!... » Et, en effet, on vit pour la première fois des troupes à la recherche d'un cadavre; le ciel rendit impossible une aussi affreuse profanation, et les braves soldats du général Lavalle parvinrent à transporter ses dépouilles à Bolivie.

Dans la Bande-Orientale, Rivera est nommé président le 1er mars 1839, aux acclamations du peuple, et il faut le dire aussi, de l'escadre française, qui trouvait en lui un puissant auxiliaire pour combattre Rosas. Bientôt les troupes de Rivera, avec le concours de notre marine, reprirent une vigoureuse offensive. Le 29 décembre 1839, le nouveau président remporte la victoire de *Cagancha* sur le général argentin *Echagüe;* il est aidé dans cette opération par nos marins, et même par les résidents français, qui se chargent de garder la place

de Montevideo; l'île de Martin-Garcia est prise par nos troupes unies aux Orientaux. Lavalle se met à la poursuite de Rosas; les provinces de Corrientes et d'Entre-Rios sont soulevées; d'autres provinces intérieures secouent le joug du dictateur; les haines amassées contre lui commencent à se faire jour, ses revenus sont détruits par le blocus; enfin Lavalle arrive jusqu'aux portes de Buenos-Ayres.

C'est dans ces circonstances que se fit le traité du 29 octobre 1840. L'amiral Mackau régla nos différends avec Rosas, et stipula en faveur de nos alliés que l'indépendance de la Bande-Orientale serait respectée. En effet, l'article 4 dudit traité porte : « Il est convenu que le gouvernement de Buenos-« Ayres continuera à considérer en état de parfaite et absolue « indépendance la République Orientale de l'Uruguay, et « dans les termes stipulés dans la convention signée le 27 « août 1828 avec l'empereur du Brésil, sans préjudice de « ses droits naturels, toutes les fois que le réclameront la jus-« tice, l'honneur et l'indépendance de la Confédération Ar-« gentine. »

Rosas a dit depuis longtemps que des traités ne sont que des piéges pour prendre des tigres. Il l'a bien prouvé dans cette circonstance. En effet, à peine ses différends avec la France étaient-ils terminés, à peine échappait-il au danger qui venait de le menacer (car il est hors de doute que si M. de Mackau avait fait pencher son influence du côté de Lavalle, Rosas était perdu), qu'il redoubla d'ardeur pour rétablir sa cruelle tyrannie. Les campagnes insurgées étaient livrées aux passions effrénées de ses lieutenants, et les assassinats se multiplièrent dans une proportion effrayante. Les prisonniers étaient fusillés en masse; la Mashorca, arrivée au paroxysme de la fureur, commettait des crimes atroces.

Oribe, devenu général argentin après avoir donné assez de preuves de dévouement et de cruauté, reçut l'ordre de pour-

suivre l'armée orientale, qui était alors dans la province de l'Entre-Rios.

Le 9 décembre 1842, une rencontre eut lieu sur les bords de l'Arroyo-Grande ; le sort des armes est funeste à Rivera, qui est entièrement battu, et forcé de repasser l'Uruguay en laissant au pouvoir de son ennemi tout son matériel et presque toutes ses troupes.

C'est ici le point essentiel de la question ; il est très important, pour juger la situation politique actuelle, de bien préciser les événements qui eurent lieu dans ce moment.

Résumons les faits antérieurs.

Nous avons vu que Rosas a toujours fait la plus vive opposition à l'indépendance de la Bande Orientale, ce qui s'est traduit en machinations politiques et en interventions armées, notamment en 1832 et 1834.

Nous avons vu l'État Oriental, fier de sa nationalité, naître et grandir malgré ses agitations.

Nous avons vu, en 1836, une révolution intérieure dans la Bande Orientale, et le général Rivera remplacer Oribe, après une capitulation, une abdication, et une élection régulière. Dans cette circonstance nous avons vu Rosas intervenir une troisième fois avec ses forces de terre et de mer ; nous vu le parti de Rivera prendre le dessus en 1838 et 1839, devenir l'allié de fait de la France et pousser l'ennemi commun au bord du précipice ; nous avons vu la France traiter en 1840, sans trop s'inquiéter de ses alliés, mais en garantissant toutefois l'indépendance de la Bande Orientale.

Après le traité de 1840, nous avons vu Rosas employer tous les moyens pour rétablir sa puissance et pour soumettre les provinces insurgées ; il agissait alors (sauf la barbarie) selon son droit. Mais lorsque toutes les séditions furent apaisées, lorsque toutes les troupes ennemies furent détruites, lorsque la bataille de l'Arroyo-Grande fut gagnée, Rosas devait s'arrêter, il devait déposer les armes, non-seulement parce qu'il

n'avait aucun motif avouable pour continuer la guerre, mais encore parce que les traités de 1828 et de 1840, celui de 1840 surtout qu'il venait de signer lui-même et qui l'avait sauvé, et depuis la conclusion duquel il n'était survenu d'autre fait que la dispersion de ses ennemis, l'y obligeaient.

Il est parfaitement établi que Rosas n'avait aucun droit ni aucun motif pour envahir la Bande-Orientale, et qu'Oribe n'aurait jamais dû porter la guerre civile ni la guerre étrangère dans son pays pour soutenir des prétentions sans fondement. Cependant Oribe, après les massacres qui suivirent la bataille de l'Arroyo-Grande[1], prenait ouvertement ses dispositions pour passer la frontière.

(1) Parmi les nombreuses dépositions faites devant les autorités civiles par des personnes échappées au désastre de l'Arroyo-Grande, nous citerons la suivante, qui est émanée d'un lieutenant du premier bataillon, nommé Pedro-Tosé. — « Je ne puis dire le nombre des prisonniers qui « tombèrent au pouvoir d'Oribe; mais j'ai vu couper la tête à plus de « 556 individus. Tous les prisonniers d'une classe élevée ont subi ce sup- « plice. On les faisait marcher par groupes de vingt personnes, nus, at- « tachés et suivis du bourreau; arrivés au bord d'un ravin, on les faisait « tomber la face contre terre, et on leur coupait la tête, laissant les ca- « davres sans sépulture. Ainsi fut assassiné le colonel *Henestrosa*, qui « fût châtré, eut les oreilles enlevées et la chair coupée en morceaux. « Par ordre du colonel *Rincon*, on enleva des lanières de sa peau. Le « lieutenant-colonel BERRUTI, les chefs du corps de Corrientes, le colonel « MENDOZA, les officiers du premier bataillon dont je faisais partie, le « major Stanislas Alonzo furent tués à coups de bâton, le major Jacinte Cas- « tillo fut tué à coups de hache, et, ainsi que les capitaines Martinez, Al- « farez et Lavagna, le lieutenant Arismondi fut châtré et égorgé, etc. — « On demande au témoin comment il a échappé au massacre; il répond : « J'ai dit que j'étais musicien; on me mit à l'épreuve, et, comme je joue « de la clarinette, je fus incorporé dans le bataillon de COSTA; mais, « craignant d'être reconnu, j'ai couru les chances de la désertion..... » Du reste, entré sur le territoire oriental, Oribe continua ses assassinats; la première victime fut un Français établi depuis peu à Paysandu, et qui

La situation était critique, et les ministres de France et d'Angleterre, MM. de Lurde et Mendeville, firent de vains efforts pour faire accepter leur médiation, et finirent par adresser au gouvernement de Rosas la note suivante :

« Buenos-Ayres, le 16 décembre 1842.

« Les gouvernements de la France et de la Grande-Bretagne « étant dans l'intention de prendre les mesures qu'ils considè- « rent comme indispensables pour empêcher les hostilités de « continuer entre la République de Buenos-Ayres et Monte- « video, le soussigné, consul de France auprès de la Répu- « blique Argentine, a l'honneur, conformément aux instruc- « tions de son gouvernement, de faire observer à Son Excel- « lence le seigneur Arana, ministre des affaires étrangères du « gouvernement de Buenos-Ayres, que la guerre cruelle qui se « fait entre les deux républiques Argentine et Orientale doit « cesser dans l'intérêt de l'humanité et des sujets français, « anglais et autres, résidant dans le pays qui est le théâtre « de la guerre ; pour ces motifs, il réclame du gouvernement « de Buenos-Ayres : 1° la cessation immédiate des hostilités « entre la République Argentine et celle de l'Uruguay ; 2° que « les troupes de la République Argentine (bien entendu que « celles de la République de l'Uruguay suivront la même con- « duite) rentrent sur leur territoire, si par cas elles ont passé « la frontière.

« *Signé :* DE LURDE. »

fut égorgé sur la place publique, sous les yeux de sa famille. Ces cruautés inouïes sont parfaitement croyables, car on les a vues plus tard se renouveler sous les murs de Montevideo. Les légionnaires tombés entre les mains d'Oribe étaient décapités, leurs cadavres restaient sans sépulture et leurs têtes exposées aux regards de la place.

Malgré cette protestation énergique, l'armée de Rosas, sous les ordres d'Oribe, commence à passer l'Uruguay le 27 décembre 1842. Rivera, qui savait se roidir contre l'adversité, recrutait tous ses partisans, faisait le vide aux approches de l'armée d'invasion, et par sa bonne contenance et son habile retraite ranimait ses compatriotes et contenait la marche de l'ennemi.

La nouvelle du désastre de l'Arroyo-Grande parvint à Montevideo le 11 décembre; elle produisit une commotion terrible; mais l'approche d'Oribe, qui avait donné tant de preuves de cruauté, tourna tous les esprits vers une défense héroïque. Le général Paz est chargé d'organiser une armée et de créer un matériel; le pouvoir exécutif et les chambres déclarent la patrie en danger et appellent tous les citoyens sous les drapeaux; les esclaves sont émancipés et prennent du service; on forme les recrues, on improvise un arsenal. Le 9 janvier 1843 on commence à fortifier la place; on enlève les anciens canons qui servaient de bornes dans les rues, et on les met en batterie sur les remparts; l'enthousiasme des habitants dirigé par les autorités enfante des prodiges.

A la tête de 7 à 8,000 hommes, le président déchu s'avançait lentement vers la capitale, tandis que Rivera, redoublant d'activité, improvisait une armée, harcelait l'ennemi, s'établissait sur ses derrières pour dominer la campagne. Enfin le 16 février 1843, Oribe arriva devant la place de Montevideo, plus de deux mois après sa victoire de l'Arroyo-Grande; ses troupes s'établirent sur les hauteurs du Cerrito, d'où il salua la ville de 21 coups de canon, espérant une manifestation en sa faveur. Mais à peine son avant-garde avait-elle été signalée que les cloches sonnaient le tocsin, les tambours battaient la générale, et les habitants en masse volaient à la défense des remparts encore inachevés. La nuit se passa dans une grande anxiété, les soldats brûlant d'ardeur de se mesurer avec l'ennemi, les chefs préoccupés de l'effet que devait produire sur

leurs troupes une attaque vive et soudaine. Chacun était à son poste, un silence solennel régnait sur toute la ligne; mais Oribe, connaissant l'état des esprits dans Montevideo, n'osa point s'attaquer à ce palladium de l'indépendance orientale. Dès lors commencèrent des escarmouches dans lesquelles les assiégeants et les assiégés avaient alternativement le dessus.

Les choses allèrent ainsi jusqu'au 1er mars 1843 : c'était le jour où cessaient les fonctions du président Rivera. Celui-ci, malgré les circonstances exceptionnelles, remit officiellement ses pouvoirs, et les Chambres assemblées décrétèrent que, dans la situation du pays, il n'y avait pas lieu à nommer un président, et que, conformément à l'article 77 de la Constitution, le vice-président Joachim Suarez serait provisoirement chargé du pouvoir exécutif. Rivera fut nommé général en chef des armées de la République.

Le 15 mars 1843, Rosas notifia aux escadres anglaises et françaises le blocus de Montevideo qui devait être fait par son escadrille, sous les ordres de son amiral Brown, anglais d'origine.

Les choses étaient ainsi, toute la population était en armes, nos nationaux étaient fort agités et quelques-uns d'entre eux faisaient déjà le service sous le nom de Volontaires français, lorsqu'Oribe adressa à tous les consuls étrangers la circulaire suivante :

« Camp du Cerrito, le 1er avril 1843.

« Le Président légal de la République au Consul de .... »

« Le soussigné a appris avec déplaisir que divers étrangers « résidant à Montevideo emploient leur influence pour « augmenter les partisans des rebelles sauvages unitaires, ou

« prennent les armes en faveur de ces mêmes rebelles. On
« connaît le respect que le soussigné observe pour les pro-
« priétés et les personnes des sujets des autres nations, parce
« que c'est ainsi que le veulent la civilisation, la justice et ses
« propres sentiments, tant que ces étrangers se maintiennent
« dans les limites qui leur sont imposées; mais ces mêmes
« principes veulent que j'agisse d'une manière contraire et
« énergique envers ceux qui, oubliant leur position, la perdent
« en prenant part à des affaires qui ne les regardent point,
« excités par leur intérêt ou par toute autre cause. Le sous-
« signé déclare qu'il ne respectera la qualité d'étranger ni
« dans leurs biens, ni dans leurs personnes, des sujets des
« autres nations qui s'uniront avec les infâmes rebelles *sauvages*
« *unitaires*, contre la cause des lois que défend le soussigné et
« les troupes sous ses ordres; mais ils seront considérés, le
« cas échéant, comme rebelles *sauvages unitaires* et traités
« comme tels.

« *Signé :* ORIBE. »

Ces menaces, proférées par un homme tel qu'Oribe, produisirent l'effet inverse à celui que son auteur en attendait, et les étrangers en masse prirent les armes.

Cet épisode des événements de la Plata a donné lieu à de longues et stériles discussions; il nous paraît cependant bien simple. Les Français, dès le principe, ont pris fait et cause pour la civilisation contre la barbarie. On les a vus en 1829 s'armer à Buenos-Ayres contre les bandes de Rosas; on les a vus constamment en butte aux persécutions du dictateur; en 1835, ils ont même vu la France, appuyant leurs idées, attaquer sérieusement Rosas; en 1839, ils s'arment encore une fois pour faciliter les opérations de Rivera : nos actes et notre politique sont en parfaite concordance avec leurs sympathies; en 1843, ils ont vu notre consul protester énergiquement

contre l'invasion d'Oribe ; ils ont vu que ce barbare livrait leurs compatriotes aux plus affreux supplices, et lorsqu'un pareil ennemi est aux portes de la ville, plein de rancune et la menace à la bouche, on s'étonne de ce que nos nationaux veulent défendre leurs biens et leur vie, on s'étonne de ce qu'ils ne se soumettent pas aux ordres du consul de France qui était d'ailleurs dans son droit en cherchant à faire observer les règles ordinaires de la diplomatie!

Il nous semble au contraire que l'armement de nos nationaux était dans ces circonstances un fait inévitable, et nous ne mettons pas en doute que cette énergique résolution a prévenu de grands malheurs. Aussi, plus de 2,500 Français prirent-ils les armes ; depuis lors, le feu de l'ennemi, la misère, le découragement ont considérablement réduit nos légions qui n'ont plus que 1,200 ou 1,500 combattants. Les officiers laissent généralement à désirer, mais les hommes sont de braves gens qui ne demandent pas mieux que de reprendre leurs travaux.

A peine la circulaire d'Oribe fut-elle connue que l'amiral anglais lui adressa la lettre suivante :

« Frégate de S. M. B. l'*Alfred*, en rade de Montevideo, 9 avril 1843.

« AU GÉNÉRAL ORIBE COMMANDANT L'ARMÉE ARGENTINE.

« Monsieur,

« Le consul anglais de Montevideo m'a donné copie de votre « circulaire du 1er avril, dans laquelle vous déclarez que vous « ne respecterez pas comme étrangers les sujets des autres « nations qui usent de leur influence ou prennent les armes « en faveur de ceux que vous appelez rebelles sauvages uni-

« taires, contre les troupes que vous commandez, et qu'au « contraire, le cas échéant, ces étrangers seront traités comme « *rebelles sauvages unitaires*, sans aucune considération. La « violence qui caractérise ce document extraordinaire, la « cruauté des menaces qu'il contient, et le langage dans le- « quel il est formulé sont tels que, selon moi, il déshonore- « rait les plus petits États barbares. Non-seulement les peines « qui seront infligées à ceux sur lesquels pèsera la charge si « vague d'user de leur influence en faveur d'un parti politi- « que ne sont fondées sur aucun principe de justice, ni sur « les droits d'un belligérant légal, mais encore elles dévoilent « l'esprit d'atroce cruauté avec lequel se fait cette guerre, qui « a soulevé la réprobation du monde entier. La considération « qui est due aux sujets de S. M. la reine de la Grande-Bre- « tagne m'oblige à exiger que jusqu'à ce qu'on me donne « des garanties suffisantes pour bien établir que ces menaces « ne seront, en aucun cas, mises à exécution, et jusqu'à ce « que j'obtienne des satisfactions qui garantissent la vie et la « propriété des Anglais, je ne permettrai pas qu'il soit donné « suite à aucune entreprise qui puisse compromettre ces graves « intérêts. »

Oribe s'empressa de répondre le 17 avril, et rétracta son manifeste *pour ce qui concerne les Anglais.*

On remarque dans la dépêche au consul le passage suivant :

« Le commodore insiste pour que la vie et les propriétés « des Anglais soient garanties sur terre et sur mer; cette ré- « clamation est fondée, et le soussigné ne fait aucune difficulté « d'y faire droit; il n'hésite pas a déclarer au consul que la « vie et les propriétés des Anglais seront respectées sur terre « et sur mer par les forces qu'il commande. »

Cependant l'armée d'invasion se réduisait tous les jours par les désertions, et Oribe était peu rassuré de se trouver entre la place et l'armée de Rivera. Rosas s'empresse d'en-

voyer dans le mois de juillet 1843 un renfort de 3,000 hommes pour tirer Oribe de cette position critique. Pendant que celui-ci bloquait Montevideo, le nouveau corps d'armée, sous les ordres du général Urquiza, se mit à la poursuite des troupes de Rivera.

Le chef oriental, loin de refuser le combat, s'engagea très vivement contre les troupes régulières d'Urquiza et fut entièrement défait, à la bataille d'INDIA-MUERTA, en 1845. L'armée de la République fut détruite, plus de 1000 prisonniers furent massacrés, et les débris se sauvèrent dans le Brésil.

Ce coup était terrible pour la cause de Montevideo et tout espoir semblait perdu, lorsque la France et l'Angleterre résolurent d'intervenir dans les affaires de la Plata, pour mettre fin à cette guerre cruelle, pour rouvrir au commerce ces riches contrées et pour faire respecter les traités de 1828 et 1840.

Cette négociation fut confiée par l'Angleterre à M. Gore Owsley, et par la France à M. Deffaudis. Il importe de faire observer que M. de Mackau était en ce moment ministre de la marine et que, tout en cédant à la majorité du conseil, il envoya auprès de Rosas M. Page, dont la mission particulière n'a jamais été bien définie. On a supposé, peut-être à tort, que M. Page avait pour but de rassurer le dictateur sur l'attitude hostile que prenait la France.

Les premières entrevues suffirent pour donner aux négociateurs la conviction que Rosas ne consentirait jamais à l'évacuation de l'État Oriental; aussi quittèrent-ils Buenos-Ayres le 30 juillet 1845, et au mois d'octobre ils publièrent une vigoureuse récapitulation de tous nos griefs contre Rosas. Ils lui reprochaient les crimes odieux, les spoliations et les meurtres de nos nationaux, la destruction des phares et bâtisses établies sur les rivières, le pillage des bâtiments naufragés, le sac et l'incendie de Colonia, les entraves mises au commerce, etc., etc.

Rosas démasqué aussi publiquement ne garda plus aucun ménagement envers les étrangers. Des ordres sévères furent donnés pour que tous les sujets européens, les Français surtout, fussent traités avec la plus grande rigueur.

Presque tous ceux qui étaient à Buenos-Ayres parvinrent à se sauver à Montevideo, et toute la fureur de Rosas tomba sur nos compatriotes inoffensifs, qui étaient restés dans la campagne orientale, se tenant en dehors des guerres politiques, endurant le passage des corps d'armée et se refusant même à exécuter les ordres de Rivera, lorsqu'il voulut faire le vide devant l'ennemi. Ces résidents se nommaient les neutres.

Nous avons recueilli les renseignements les plus minutieux et les plus dignes de foi sur ces faits graves, qui constituent un des actes les plus barbares de Rosas et d'Oribe, un de ces griefs qu'il est impossible de laisser passer inaperçus et qui exigent une réparation éclatante. Eh quoi! parce que Rosas est arrivé par sa terreur à plier la République Argentine sous son joug de fer, parce que dans ce moment il ne fait pas de mal à nos nationaux, soit par intérêt, soit pour faire oublier ses crimes, parce que cinq ans ont été perdus en négociations, parce que ces forfaits ont été commis plus ou moins loin de la France, parce que la politique ou la nécessité ont fait passer un grand nombre de Français de la Bande-Orientale dans la République Argentine, pour de semblables motifs la France, si jalouse de son honneur, laisserait impunies les cruautés, les spoliations, et les meurtres exercés contre ses enfants inoffensifs! Ce serait plus qu'une honte, ce serait une lâcheté.

Voici le récit de quelques-uns des crimes commis sur les neutres en 1845, à propos de l'intervention de la France et de l'Angleterre. Le 9 septembre 1845, trente-trois Français neutres furent égorgés par les ordres du capitaine LUDUENA et du sieur URAN, frère du commandant de Mercedès. Cet affreux attentat eut lieu à l'endroit nommé Ceralito et jeta la conster-

nation parmi les étrangers. Nous avons recueilli les noms de plusieurs de ces victimes, presque tous Basques; ce sont Juan Harriet, natif de Arenci; Pierre Beholla et Jean Lucongaray de Saint-Jean-Pied-de Port, Jean Durdty, François et Etienne Celhaceta de Bança, Dominique Caparra de Muguerre, Martin Harambéry de Estiguibel, Pierre Harzetche de Hazparen, Jean Etchevarne et Beterin de Ezcerra, Jean Caro de Saint-Jean-Pied-de-Port, Bernard d'Innaay de Begorry, Gonsalez Iruby, Jean Darrecus de Mackoya, Cadet Aussoberry, Cadet Miderra, Cadet Maiderto, Pierre Harragory, etc., etc.

Le 10 septembre 1845, Uran, commandant à Mercedès, fit saisir tous les sujets français et anglais qui se trouvaient dans le département. A la pointe du jour, ces prisonniers, au nombre de 103, séparés brutalement de leurs familles, furent rassemblés à une petite distance de la ville.

Leurs propriétés furent saccagées, leurs femmes et leurs enfants jetés à la rue. Uran pensa que quelque argent pouvait être échappé au pillage et donna l'ordre de mettre les familles en contact avec les prisonniers, bien persuadé qu'elles ne manqueraient pas de leur apporter le peu d'or et d'effets qui pouvaient leur rester. C'est ce qui arriva en effet. La colonne partit le soir après des scènes de séparation déchirantes et alla faire halte à trois quarts de lieue de la ville, dans un bas-fond marécageux; les prisonniers reçurent l'ordre de se coucher à terre, et furent avertis qu'on ferait feu sur le premier qui se relèverait. Le 11, on se mit en marche à la pointe du jour, mais bientôt un aide-de-camp du colonel Montoro arriva, et on donna l'ordre aux prisonniers de se former sur une seule ligne. Ces malheureux étaient dans des transes mortelles et croyaient leur dernière heure arrivée. L'officier Argenta se plaça devant la ligne, entourée de Gauchos, le couteau à la main, fit étendre deux manteaux (Ponchos) à ses pieds. Quatre soldats allèrent prendre les prisonniers un à un et les amenèrent devant l'officier qui leur enjoignit, sous peine de

mort, de déposer sur les manteaux tout ce qu'ils pouvaient posséder. Plus de 5,000 francs furent la proie des pillards. Cette opération terminée, on se remit en marche; le temps était pluvieux, et ces malheureuses victimes étaient forcées de passer les cours d'eau qui sillonnent ce pays, poussées par les soldats qui les frappaient et qui leur volaient leurs vêtements. Le soir on bivouaqua comme la nuit précédente, et les soldats d'Oribe venaient engager les prisonniers à déserter. Deux Français, Iturbide et Castro, se laissèrent prendre à ce piége et furent égorgés. Le 12, on était à 10 lieues de Mercedès. Les prisonniers, manquant de vivres, souffraient beaucoup du mauvais temps et de la fatigue, surtout ceux d'entre eux qui étaient habitués aux douceurs de la vie. Enfin, après neuf jours de supplices, ces malheureux arrivèrent à Durasno sans coiffure, sans vêtements, et la plupart blessés par la marche ou les coups de leurs gardiens. Là, on les tassa dans une maison sans toiture, leur donnant le strict nécessaire pour leur subsistance. Pendant cette dure captivité on leur proposa, à plusieurs reprises, de reprendre leur liberté, s'ils voulaient prendre fait et cause pour Oribe. Les prisonniers refusèrent avec persévérance, en s'appuyant sur leur qualité d'étrangers et de neutres.

Cependant quelques Français de la campagne s'étaient rangés du côté d'Oribe, et l'un d'eux, nommé Delabarsu, fit parvenir au Durasno une adresse couverte de 4,000 signatures et dans laquelle les signataires offraient à Oribe leurs personnes et leurs biens. Un refus accueillit cette nouvelle insinuation. Il était évident d'ailleurs que le nombre des signatures était exagéré, puisqu'il n'y avait au Durasno que 257 prisonniers provenant des départements de Mercedès, Colonia, Bacas, Collo, San-José, Canelones, Maldonado et Durasno, et que le reste des prisonniers, au nombre de 136, étaient restés dans les départements de Salto et de Paysandu.

L'obstination que mettaient les prisonniers à ne pas signer

leur adhésion à la cause d'Oribe était cause de nouvelles rigueurs; les chefs militaires prenaient des prisonniers pour leurs esclaves. Un jour les deux MM. POUCEL et leur régisseur firent une tentative d'évasion; ils furent surpris et mis aux fers dans une écurie. Quelques Anglais et Français qu'on avait envoyés couper du bois pour le commandant militaire PRÉRET parvinrent à s'échapper; mais deux d'entre eux, un Anglais et un Français nommé Etcheverry, furent pris et égorgés par les ordres du lieutenant EL RENGO. La femme de ce Français est devenue folle et habite encore Montevideo. Un officier nommé DOMINGUEZ lança des taureaux dans un champ où des Français coupaient de la paille pour le commandant militaire, et l'un d'eux, Jean Luzugaray, fut éventré. Au mois de mai 1846, Oribe donna l'ordre de conduire un certain nombre de prisonniers au CERRO-LARGO; le nommé INDO, Basque français, se refusa à quitter ses camarades; on l'attacha par les quatre membres, on lui coupa les mains et les pieds, et on le jeta dans la rivière. Au mois d'août, dix Anglais envoyés couper du bois cherchent à se sauver sur un radeau; on les prend au gué du QUINTERO, et huit d'entre eux sont fusillés. Enfin le plus grand nombre de ces malheureux ont péri, quelques-uns se sont sauvés, et les autres ont été pris par les officiers d'Oribe pour travailler sur les propriétés volées aux étrangers et aux Orientaux[1].

Ainsi donc, lorsqu'après des tentatives d'accommodement infructueuses la France est forcée de prendre une attitude hostile, tout en se conformant aux lois de la civilisation, le premier mouvement de Rosas et d'Oribe est de voler, de martyriser et d'assassiner nos nationaux. Jamais une nation n'a eu à venger d'aussi grands outrages; nos expéditions d'Alger, du Mexique, du Maroc avaient des causes mille fois moins

(1) Nous avons recueilli ces renseignements précis des victimes elles-mêmes et de leurs familles ou de témoins dignes de foi.

importantes, et cependant soit par ignorance des faits, soit pour toute autre cause, la France, au lieu d'agir, a négocié avec ces cannibales, et en 1850 encore un amiral français va très respectueusement dans la tente d'Oribe pour lui demander une paix acceptable!

Reprenons maintenant l'histoire des événements. Nous avons vu les négociateurs, MM. Deffaudis et Owsley, se retirer au mois d'août 1845. En attendant de nouvelles instructions de leurs gouvernements, ces diplomates, qui avaient pour mission d'assurer l'indépendance de l'État Oriental, firent leurs efforts pour protéger sa capitale. Ils résolurent en outre d'envoyer une expédition dans le haut Parana pour rouvrir le cours de la navigation et livrer au commerce les marchandises dont Rosas empêchait la circulation.

Les amiraux Lainé et Inglefield prirent leurs dispositions en conséquence, et au mois de mai 1845 l'escadre combinée remontait le Parana sous les ordres de MM. les capitaines Tréhouart et Hotham.

A trente lieues en amont du confluent, au point nommé l'Obligado, Rosas avait établi une estacade formidable composée de 24 navires reliés par de fortes chaînes, appuyée par des batteries de terre, et défendue par un corps de troupes assez nombreux. Telle était la barrière que le dictateur avait élevée entre la circulation et la barbarie. Le 30 octobre cette position fut attaquée et enlevée avec une résolution admirable; nos marins et M. Tréhouart à leur tête firent preuve d'autant de courage que d'habileté.

Après ce glorieux combat, nos bâtiments remontèrent dans le fleuve, et les populations accouraient en masse sur les rives pour saluer le pavillon libérateur. Le *Fulton* remonta jusqu'à l'Assomption, capitale du Paraguay, à plus de 250 lieues dans les terres. 200 navires chargés de marchandises descendirent le Parana.

Les Orientaux, se voyant sérieusement appuyés par la France

et l'Angleterre, reprirent courage, les points importants de la côte tombèrent en leur puissance. Ils s'emparèrent de MARTIN-GARCIA qui commande l'embouchure du Parana et de l'Uruguay. Le commerce de Montevideo prend une extension énorme résultant du blocus de Buenos-Ayres et des arrivages du Parana, enfin la situation s'améliore encore par l'insurrection des provinces de l'Entre-Rios et de Corrientes et du Paraguay qui veulent secouer le joug de Rosas.

Le dictateur se voyant débordé envoya le général Urquiza, le vainqueur de Rivera, avec une division de 5 à 6,000 hommes, pour combattre l'insurrection de Corrientes commandée par le général Paz; mais cette armée d'Urquiza fut mise en pleine déroute. Ainsi donc nous voyons encore à la fin de 1845 que le pouvoir de Rosas est sur le point de tomber; le blocus lui avait enlevé ses revenus, il n'avait plus d'armée, les débris de ses forces étaient bloqués dans la Bande-Orientale et dans la province de l'Entre-Rios; les fleuves du Parana et du Paraguay étaient occupés par les escadres orientale, anglaise et française, un fort détachement d'infanterie anglaise se trouvait à Montevideo; encore un léger effort, et c'en était fait du dictateur.

Mais les gouvernements de France et d'Angleterre, soumis à je ne sais quelle influence, au lieu de saisir le dénouement de cette interminable affaire en envoyant quelques troupes, envoyèrent un nouveau négociateur commun, M. Hood.

Après l'insuccès de M. Hood, qui épuisa toutes les concessions, ces deux gouvernements engagèrent de nouvelles négociations dont nous avons déjà parlé, et qui n'ont abouti qu'aux traités de 1849 et 1850.

Voici la situation actuelle des choses dans la Bande-Orientale. D'un côté est le gouvernement de Montevideo, auprès duquel sont accrédités les consuls de toutes les puissances, et qui représentent évidemment la légalité et la nationalité. Ce gouvernement est faible et n'a d'espoir que dans la France,

dans le Brésil, ou dans un dernier et suprême effort. Cependant, quoique la misère, le découragement et les intrigues politiques lui aient fait perdre un grand nombre de défenseurs, il a encore au moins 3,000 hommes sous les armes, dont 1,500 Français. Le commerce de Montevideo est nul, quoique son port soit incomparablement le plus commode et le plus sûr de toute l'Amérique du Sud ; mais les navires ne trouveraient pas sur ce point de frêt de retour, et Rosas interdit toute communication entre Montevideo et les autres ports de la Plata. L'état des esprits est, comme il a toujours été depuis le commencement de la guerre, tourné vers la conciliation ; ils ne demandent que l'indépendance de leur pays et le départ de l'armée de Rosas.

D'un autre côté se trouve Oribe qui bloque hermétiquement la ville du côté de terre, avec une force d'environ 3,000 hommes ; il s'est rendu maître de tout le pays qui, du reste, ne contient que 40 à 50,000 habitants ; il a confisqué les propriétés de tous les Orientaux et de tous les Français qui se sont réfugiés dans la ville ; il entretient son armée en vendant à notre escadre les bestiaux qu'il a volés, et en faisant un commerce de cuirs ; au *Buceo*, l'entretien des bestiaux et la culture sont en grande souffrance, et Rosas se plaît à prolonger cette situation qui est mortelle pour la Bande-Orientale et qui ne peut se terminer que par l'abandon de ce pays à son despotisme et à ses rancunes, ou bien par une intervention de la France.

§ III.

POLITIQUE DE LA FRANCE

DANS

LA PLATA

La politique de la France dans la Plata a longtemps conservé son caractère chevaleresque et progressif. Dès 1829, on a vu les Français à Buenos-Ayres former les bataillons de l'ordre pour repousser l'invasion des Gauchos de la campagne : de là naissent les premières rancunes de Rosas contre nous.

M. Aimé Roger, vice-consul de France, reçut de son gouvernement l'ordre de réclamer avec énergie les réparations qui nous étaient dues, et notamment la mise en liberté de M. Bacle qui finit par succomber aux souffrances d'un long emprisonnement, l'exemption du service pour les Français et la mise en jugement de M. Pierre Lavie, depuis longtemps soumis à une prison préventive.

C'est alors que la France, pour mettre un terme à des négociations infructueuses et qui duraient depuis cinq ou six ans, eut recours à la force, et que M. l'amiral Leblanc vint mettre le blocus devant Buenos-Ayres. Profitant de l'état de révolution dans lequel se trouvait la Bande-Orientale, l'amiral français prit fait et cause pour le parti hostile à Rosas, et devint

l'allié de fait des Montevidéens. Nos forces navales furent mises à la disposition de Rivera; nos matelots combattirent avec les Orientaux à la prise de Martin-Garcia; nos équipages débarquèrent dans la ville et facilitèrent les opérations du président, qui remporta la victoire de Cagancha; d'un autre côté, le port de Montevideo servit de base à nos opérations; le gouvernement Oriental se prêta à toutes les mesures qui assuraient l'efficacité du blocus, en un mot notre alliance avec le parti de Rivera fut complète.

Au moment où le succès était certain se fit le traité de 1840 avec Rosas, et nous nous bornâmes à garantir de nouveau l'indépendance de la République de l'Uruguay.

Cependant à peine Rosas est-il échappé à cette crise, qu'il reprend l'offensive, et après avoir complétement soumis la Confédération Argentine, il envahit en 1843 la Bande-Orientale, malgré le traité de 1828 et de 1840 et malgré les protestations des consuls de France et d'Angleterre; les étrangers de toute nation prennent encore les armes pour repousser ces hordes barbares.

Après de vains efforts pour faire cesser cette guerre injuste, la France et l'Angleterre se concertent pour intervenir énergiquement en 1845. Nous ne pouvons nous empêcher de citer ici, *in extenso,* les instructions données par M. Guizot à notre ministre plénipotentiaire, M. Deffaudis; elles établissent parfaitement la question.

« Paris, 22 mars 1845.

« M. le baron,

« Les deux gouvernements de France et d'Angleterre, « prenant en considération le prolongement indéfini de la « guerre que se font les républiques de Buenos-Ayres et « de Montevideo, l'interruption du commerce qui en résulte,

« et les offenses de toute nature que les étrangers neutres sont « obligés de subir, viennent de se concerter dans le but de « faire accepter leur médiation aux parties belligérantes. « Comme tout ce qui concerne cette médiation forme une « question à part, une mesure temporaire, qui doit être indé- « pendante des fonctions tant du chargé d'affaires de France « à Buenos-Ayres que de notre consul général à Montevideo, « le roi a cru devoir faire appel à votre expérience et à votre « zèle éprouvé pour son service, en vous nommant, sur ma « proposition, son commissaire extraordinaire dans la Plata.

« M. Gore Owsley, récemment nommé ministre de Sa Ma- « jesté Britannique à Buenos-Ayres en remplacement de M. de « Mendeville, et destiné par son gouvernement à remplir la « même mission que vous, doit être déjà parti pour sa desti- « nation. Vous aurez de votre côté la bonté de vous préparer « à partir le plus tôt possible. La frégate de Sa Majesté l'*Éri-* « *gone*, qui doit vous porter à la Plata, a reçu des ordres du « ministre de la marine pour être prête à mettre à la voile. « Vous irez d'abord à Rio-Janeiro, pour faire connaître votre « voyage à l'empereur du Brésil, parce que, de fait, les com- « munications du gouvernement brésilien, représenté par « M. le vicomte d'ABRANTÈS, sur la question de la Plata, sont « les motifs qui ont déterminé les gouvernements de France et « d'Angleterre, qui s'occupaient déjà de la difficulté de la « situation et qui étaient résolus à la prendre en sérieuse « considération, à adopter définitivement la résolution d'in- « tervenir en commun. Je vous envoie la copie de la dépêche « de M. le vicomte d'Abrantès et de la réponse que je lui ai « faite, etc., etc. Votre séjour dans la capitale sera nécessai- « rement très-court, et aussitôt que vous aurez rempli les « devoirs importants qui nous y appellent, vous partirez pour « le Rio de la Plata.

« En arrivant à Buenos-Ayres, votre premier devoir sera de « vous mettre en rapport avec M. Owsley, qui sera sans doute

« arrivé avant vous; vous saurez par lui quel sera l'état de « la question en raison des démarches qu'il aura faites en vous « attendant, et vous vous concerterez sur tout ce qu'il con- « viendra de faire ultérieurement.

« Vous établirez votre résidence habituelle à Buenos-Ayres, « où doit être aussi votre collègue, afin de vous tenir en con- « stante communication. De là il vous sera facile de corres- « pondre par écrit avec le gouvernement de Montevideo.

« En raison de ce que la République Argentine est le plus « considérable des deux États que nous voulons réconcilier, « c'est certainement de ce côté que viendra la résistance à « notre médiation; néanmoins c'est elle qui devra faire le pre- « mier sacrifice pour le rétablissement de la paix, et il con- « vient que vous soyez établi au nœud de la difficulté pour « travailler de plus près à la résoudre.

« L'objet que la France et l'Angleterre se proposent en pre- « mier lieu est de faire cesser les hostilités. M. Owsley a des in- « structions pour présenter le premier des observations amicales « au général Rosas dans ce but. Vous y joindrez les vôtres qui « ont un nouveau degré d'autorité par la situation particulière « de la France vis-à-vis du gouvernement Argentin. Vous in- « sisterez auprès de Rosas sur la considération que le gouverne- « ment du roi n'a cessé d'avoir pour lui depuis la signature du « traité du 29 octobre 1840, sur les efforts persévérants, mais « inutiles, qu'a faits notre consul à Montevideo pour maintenir « dans la neutralité les Français qui voulaient prendre les ar- « mes contre Oribe, sur la résistance que nous avons opposée « durant les quatre dernières années aux efforts qui ont été « faits en France même pour influencer l'opinion et nous « pousser à intervenir; vous lui ferez savoir que nous n'avons « d'aucune manière l'intention de revenir sur ce qui a été « réglé par le traité de 1840, que nous ne sommes pas les « alliés du gouvernement actuel de Montevideo contre lui, « que nous reconnaissons aussi bien que personne la nécessité

« qui l'a mis à la tête du gouvernement de son pays et qui « l'y maintient, que nous avons attendu tout le temps pos- « sible pour voir si la guerre se terminerait par elle-même, « mais que rien ne pouvait justifier une plus longue attente « en présence des souffrances et des plaintes réitérées de ceux « de nos nationaux qui sont restés neutres, et que tant pour « l'intérêt du commerce que pour celui de l'humanité, « nous nous voyons forcés de mettre un terme à un état de « choses qui est devenu intolérable.

« Nous sommes portés à croire que le gouvernement de « Buenos-Ayres reconnaîtra l'évidence de ces faits. Vous « ajouterez que dans les conférences qui ont eu lieu entre les « gouvernements au sujet de la médiation, nous avons tou- « jours eu soin de sauvegarder l'honneur et les intérêts de la « République Argentine; condition que le gouvernement a « admise avec la plus grande loyauté. Vous lui direz enfin « que sa propre dignité, l'avenir de sa puissance, son atta- « chement à la cause américaine, lui conseillent, à notre avis, « de céder de bonne volonté, et de ne point continuer une « lutte barbare qui est condamnée par tout le monde. Les « conditions qu'il obtiendra dans un traité final, après avoir « pris l'initiative de la pacification, seront nécessairement « meilleures que s'il persiste à exciter tous les intérêts contre « lui. Assurez-le que, dans cette négociation, nous ferons « tous nos efforts pour qu'on lui accorde de fait les meilleures « conditions possibles, mais n'oubliez pas que *nous avons « reconnu* avec l'Angleterre et le Brésil *l'indépendance de l'État « Oriental*, et que *nous ne pouvons admettre rien de ce qui « pourrait mettre en doute cette indépendance*.

« Lors même que M. Owsley n'aurait rien obtenu avant « votre arrivée par ses tentatives de persuasion, vous ferez « de votre côté de nouveaux efforts. Si le général Rosas cède à « ces raisons, *s'il consent à retirer le général Oribe et à « ordonner que son armée évacue le territoire Oriental*, vous

« entreprendrez immédiatement et de concert avec votre col-
« lègue la négociation d'un arrangement avec les deux Répu-
« bliques. A ce moment la résistance va sans doute changer
« de nature, et vous aurez à lutter contre le cabinet de Mon-
« tevideo, ranimée par cette délivrance inespérée. N'hésitez
« point à réduire ses demandes à leur juste valeur ; déclarez
« que les grandes puissances ne sont point intervenues pour
« satisfaire des animosités locales et des rivalités d'émigrés,
« mais pour rétablir la paix sur des bases solides et pour as-
« surer le maintien de l'ordre sur les rives de la Plata. Vous
« direz hautement et nettement que, loin de prendre parti
« pour une des Républiques contre l'autre, les cabinets sont
« résolus à garantir chacune d'elles. En conséquence, si le
« gouvernement de Buenos-Ayres croit nécessaire à son repos
« de bannir du territoire Oriental les réfugiés argentins qui
« s'y trouvent, vous admettrez la légitimité de cette préten-
« tion, et vous l'accepterez comme condition de paix. Il est
« bien entendu que dans ce cas *vous interviendrez,* s'il est
« nécessaire, pour que l'on donne aux individus désignés les
« moyens de sortir de Montevideo, et pour *qu'on assure à
« leurs personnes et à leurs propriétés toutes les protections
« désirables.*

« D'un autre côté, si la République Orientale exige de celle
« de Buenos-Ayres des garanties contre une agression nou-
« velle, vous veillerez à ce que *ces garanties soient les plus
« sérieuses et les plus efficaces.* En un mot, vous ne négli-
« gerez rien, de concert avec votre collègue, pour cimenter
« fortement la bonne harmonie que vous êtes chargé de réta-
« blir entre les deux rives du fleuve. Nous laissons le choix des
« moyens à votre expérience. Jusqu'ici, Monsieur le baron, j'ai
« parlé du cas où les parties belligérantes, même après quel-
« ques difficultés, accepteraient votre médiation ; et en effet,
« il n'est guère probable qu'elles repoussent vos observations
« amicales. Si cependant vous rencontrez une résistance insur-

« montable, vous êtes autorisé à recourir à l'emploi de la force;
« vous adresserez simultanément aux deux gouvernements une
« sommation signée par M. Owsley et par vous; si dans un
« délai déterminé l'un d'eux refuse de se soumettre, vous en
« aviserez M. l'amiral Lainé, commandant des forces françaises
« dans la Plata, qui prendra, de concert avec son collègue le
« commandant des forces navales de S. M. Britannique,
« les mesures qu'ils jugeront nécessaires contre le belligérant
« obstiné. Les escadres combinées occuperont les fleuves s'il est
« nécessaire, et établiront le blocus effectif de l'une ou de l'au-
« tre rive de la Plata; mais il est prescrit aux amiraux de n'em-
« ployer que des moyens maritimes, que nous croyons suffi-
« sants, et de ne faire d'autre débarquement que l'occupation
« temporaire de l'île de Martin-Garcia, ou toute autre dé-
« monstration de même nature utile aux opérations de la
« marine. Dans ces limites, vous prescrirez, sous votre respon-
« sabilité et après un accord préalable avec M. Owsley, les
« opérations qui vous paraîtront les plus efficaces dans un
« moment donné. L'amiral Lainé reçoit l'ordre d'obéir à vos
« prescriptions écrites. Je vous envoie, ci-joint, copie de ces
« instructions. Il est formellement convenu entre les deux
« gouvernements de France et d'Angleterre que ni l'un ni
« l'autre ne cherchera à obtenir, par suite de la présente mé-
« diation, aucune concession de territoire ou tout autre avan-
« tage séparé. Il est bien convenu que s'il est possible de pro-
« fiter de la nouvelle situation qui va se faire pour obtenir que
« les affluents de la Plata soient ouverts à la navigation, les
« représentants des deux grandes puissances s'occuperont de
« cette question; mais seulement dans le cas où l'opportunité
« se présenterait naturellement, et après avoir résolu les au-
« tres difficultés. *Il n'y a point de doute qu'il serait avanta-*
« *geux d'ouvrir au commerce européen ces grandes lignes*
« *fluviales qui pénètrent jusque dans le cœur de l'Amérique*
« *du Sud;* mais pour le moment, c'est un intérêt relativement

« secondaire, en présence de ceux qui s'agitent dans la Plata,
« et il serait imprudent d'augmenter, dès le principe, par une
« exigence quelconque la mauvaise volonté et les défiances du
« Gouvernement Argentin. Enfin je vous donne copie des ins-
« tructions remises à M. Owsley, etc.

«*Signé :* GUIZOT. »

Voilà de quelle manière le chef du gouvernement de Louis-Philippe comprenait la politique de la Plata ; voilà comment il caractérisait cette guerre ; voilà comment il entendait nos devoirs et nos intérêts ; voilà la netteté avec laquelle il maintenait l'indépendance de l'État Otiental de l'Uruguay !

Qu'est-il survenu depuis la négociation de MM. Deffaudis et Owsley ? — Le général Rosas, malgré tous les ménagements qu'on a pris envers lui, n'a voulu se prêter à aucun arrangement ; il a fait insulter les négociateurs et leurs gouvernements et dans sa presse et dans son assemblée ; il a redoublé de cruautés envers les étrangers neutres qui résidaient dans la Bande-Orientale ; il a mis en jeu tous les ressorts de l'intrigue, si bien que la France et l'Angleterre n'ont point osé arriver jusqu'au bout, si bien que les négociations infructueuses se sont perpétuées sans résultat, si bien que nous avons levé sans aucune compensation et le blocus de Buenos-Ayres et celui du territoire occupé par Oribe ; si bien que M. l'amiral Le Prédour cède à toutes les exigences de Rosas et qu'il traite avec le dictateur et avec Oribe, sans daigner même communiquer aux Montevidéens les conditions de la paix ; si bien enfin que nous en arrivons à livrer à Oribe la Bande-Orientale et à saluer de nos canons le gouvernement de Rosas en signe de soumission et de défaite !

Nous le demandons à tout homme de cœur, cette politique est-elle digne de la France ?

§ IV.

DES INTÉRÊTS DE LA FRANCE

DANS

LA PLATA

Nous avons démontré que le général Rosas poursuivait avec persévérance le projet de s'emparer de la Bande-Orientale ; nous avons démontré que le traité du 29 octobre 1840 nous oblige à faire respecter l'indépendance de ce pays ; nous avons démontré que nous devions exiger des réparations éclatantes pour les attentats et les vols commis sur nos nationaux neutres ; nous avons démontré que nous étions solennellement et publiquement engagés dans la question ; nous avons démontré que notre pavillon était compromis dans cette lutte, et que par conséquent notre honneur et notre loyauté nous imposent le devoir impérieux de ne point reculer.

Et cependant quelques hommes plus positifs peuvent demander si dans cette affaire nos intérêts matériels sont d'accord avec notre honneur. Nous ne craignons pas de répondre affirmativement.

Il suffit de jeter les yeux sur la carte pour comprendre l'importance de l'État Oriental de l'Uruguay; il suffit de se rendre compte du commerce considérable qui se fera tôt ou tard dans ce pays privilégié qu'arrosent des fleuves immenses et où peuvent se concentrer les produits les plus variés, depuis les tropiques et les mines du Pérou jusqu'à la Patagonie; il suffit de remarquer que depuis Rio-Janeiro jusqu'au cap Horn, Montevideo est le seul port existant; il suffit de remarquer ce mouvement immense des populations qui, après avoir épuisé le vieux continent, se reportent à l'Orient et à l'Occident pour arriver à l'Asie et à l'Amérique: aussi depuis le commencement de ce siècle, l'Espagne, l'Angleterre, le Portugal et le Brésil se disputent la possession de la Bande Orientale, et lorsque, par un concours merveilleux de circonstances, les portes sont ouvertes devant nous, nous refuserons d'y entrer!

Loin de nous la pensée de proposer une injuste et dangereuse conquête! Ce que nous voulons, c'est faire respecter notre pavillon, c'est maintenir nos engagements, c'est ouvrir un nouveau débouché au commerce transantlantique, c'est alimenter notre industrie, c'est devenir les amis de ces populations courageuses et sympathiques, c'est porter dans le nouveau monde le dogme chrétien et l'élément français à côté du protestantisme et de l'élément anglais, c'est créer pour notre repos et pour celui de nos voisins un asile pour les hommes laborieux de toutes les professions.

Voilà notre politique, voilà nos véritables intérêts.

La France, forte de son droit, ne saurait s'arrêter aux misérables détails dans lesquels on a voulu noyer cette question importante; elle ne saurait partager les passions ou les faiblesses de tel ou tel négociateur.

Arrière les replâtrages mesquins qui consistent à se soumettre aux faits accomplis et à pactiser avec des hommes indignes! En supposant même que ces hommes soient de bonne

foi, dans ce moment leur existence est limitée, et lorsque leur main ne pourra plus tenir le poignard qui terrifie leurs esclaves, un désordre immense surviendra ; notre commerce sera interrompu ; la vie de nos émigrants sera compromise, et nous n'aurons plus ni influence, ni amis dans ces riches contrées qui seront dévastées par la guerre civile. Notre intérêt bien évident est donc d'établir solidement notre influence dans l'Amérique du Sud en la fondant sur les bases inébranlables de la justice et du droit.

En vain nous objecterait-on que la population française est plus nombreuse à Buenos-Ayres qu'à Montevideo. On sait comment s'est recrutée cette population de Buenos-Ayres. Nos Français établis sur la rive gauche ont été forcés de passer sur la rive droite, et plusieurs fois ce passage d'une rive à l'autre s'est effectué selon les tendances de notre diplomatie.

Nos goûts et nos mœurs nous attirent à Montevideo, où règne la liberté, où doit se faire le commerce européen, et où les transactions s'opèrent en espèces métalliques au lieu du papier-monnaie de Rosas que rien ne garantit.

En vain nous objecterait-t-on que nous aurions à recommencer les sacrifices que nous a coûtés l'Algérie ; ici le climat, la facilité de la vie, la fertilité du sol, la sympathie des habitants, la similitude des mœurs et de religion nous sont favorables. En Algérie, au contraire, nous avions à lutter contre la rude nationalité arabe, contre la haine religieuse, contre l'intempérie du climat, contre un isolement complet.

En vain nous objecterait-on que cette entreprise nous causerait d'énormes dépenses. Cette question ne peut être traitée publiquement, mais il nous serait facile de démontrer que nous n'aurions pas à produire de grands efforts; et d'ailleurs l'expérience a fait voir combien sont importants les revenus de Montevideo lorsque son commerce est libre. Rien ne serait donc plus facile que de stipuler spécialement le remboursement des frais de l'expédition.

En résumé, nous croyons avoir démontré jusqu'à l'évidence que notre droit, notre dignité nationale, notre honneur, nos antécédents, nos intérêts du moment et notre grandeur future nous engagent à suivre, dans l'Amérique du Sud, une politique ferme et grande, comme il convient à une puissante nation.

Montevideo, le 6 août 1850.

PARIS. — IMPRIMERIE D'E. DUVERGER, RUE DE VERNEUIL, N° 6.

